



UNRISD INFOS

Le Bulletin de l'Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social

SOMMAIRE

L'ESSENTIEL

L'influence des femmes sur la politique publique et la gouvernance

- Femmes, travail et politique sociale
- La participation des femmes à la vie civile et politique en Europe centrale et orientale

A LIRE

INTERNE

- Réunion consultative sur les recherches futures de l'UNRISD
- Mouvements de la société civile mondiale: Dynamique des campagnes internationales et application au plan national
 - Réponses des collectivités face au VIH/Sida
 - Manifestations de l'UNRISD en 2004
 - Inégalité, croissance et pauvreté
 - Approches nouvelles de la pauvreté—Mesures et concepts
 - Commercialisation, privatisation et accès universel à l'eau
 - Macroéconomie et politique sociale
 - Démocratisation et politique sociale

DANS LE MONDE

LE DERNIER MOT

Les défis de l'égalité et de la différence, par Elizabeth Jelin

Egalité des sexes: En quête de justice dans un monde d'inégalités

Dix ans après la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing, quels progrès ont été réalisés? C'est là une question importante, que se posent de nombreuses organisations féminines travaillant pour l'égalité des sexes à travers le monde mais à laquelle il n'est pas facile de répondre.

L'évaluation des progrès accomplis sur la voie de l'égalité des sexes pose bien des problèmes. Les indices classiques du revenu et du bien-être donnent quelques indications, mais sont loin de suffire lorsqu'il s'agit de procéder à une évaluation correcte. La difficulté ne réside pas seulement dans la définition d'une approche analytique satisfaisante; il est aussi difficile de comprendre que ce qui compte comme progrès est souvent un domaine contesté, où s'opposent diverses visions de la "bonne" société et de la place qu'y tiennent les femmes.

Il est hors de doute néanmoins que, depuis dix ans, la situation sociale et économique des femmes a connu des

changements notables, dont beaucoup sont positifs. La proportion des filles inscrites dans les écoles primaires et secondaires a augmenté dans le monde entier. La baisse des taux de fécondité dans de nombreux pays en développement a à la fois réduit les risques de mortalité maternelle et allégé la charge des activités de soins non rémunérées, qui retombe invariablement sur les femmes et les filles. Les femmes sont aussi plus présentes dans la vie publique, que ce soit en politique, dans la population active ou dans les flux migratoires qui franchissent les frontières.

Ces changements, qui se sont opérés dans la vie des femmes, sont liés aux mutations sociales qui accompagnent le développement économique, mais ils ne sont pas simplement le sous-produit de la croissance économique. Dans de nombreux cas, la position sociale des femmes s'est modifiée sous l'impulsion de réformes engagées par l'Etat et de mouvements sociaux, où ces facteurs ont accéléré le changement. La dernière décennie du XX^{ème} siècle a été particulièrement importante

► PAGE 2

LE SAVIEZ-VOUS ?

Plus de 500 documents et publications de l'UNRISD sont disponibles en ligne et peuvent être téléchargés gratuitement. Pour en savoir plus, consulter le site www.unrisd.org/publications.

car elle a été marquée par des changements politiques, notamment par le passage de nombreux pays du monde d'un régime autoritaire à la démocratie. Après avoir contribué au changement, les mouvements féminins, tant nationaux que transnationaux, ont profité du nouveau contexte politique pour promouvoir les droits des femmes.

Persistance des inégalités entre les sexes

La persistance des inégalités entre les sexes et l'existence d'un environnement économique et politique qui n'est guère favorable obligent cependant à mettre un bémol à ce bilan positif des années 90. Dans de nombreux pays, tant développés qu'en développement, le fossé entre ménages riches et ménages pauvres s'est creusé, tandis que des valeurs telles que l'égalité et la redistribution ont été reléguées à l'arrière-plan. Si les femmes sont numériquement plus nombreuses dans le monde du travail et en politique, les hiérarchies entre les sexes restent bien en place et limitent l'accès général des femmes au revenu, à la considération sociale et au pouvoir. Si la baisse de la fécondité continue d'améliorer les perspectives des femmes en âge de procréer, elle s'accompagne aussi, dans certains pays, d'une hausse de la proportion déjà artificiellement élevée des hommes par rapport aux femmes dans la population, parce que les nourrissons de sexe féminin sont plus souvent maltraités, délaissés et abandonnés que les petits garçons et que les nouvelles technologies permettant de choisir le sexe de l'enfant à naître peuvent avoir un effet discriminatoire sur les fœtus de sexe féminin. La nature ambivalente des acquis féminins apparaît aussi dans la "féminisation" de la main-d'œuvre; si les emplois féminins rémunérés ont progressé dans la plupart des pays, les conditions de travail se sont détériorées dans une bonne part des emplois offerts.

Il n'y a pas d'explication unique à ces résultats contrastés. Profondément ancrées dans toutes les sociétés, les inéga-

lités entre les sexes se reproduisent à travers diverses pratiques et institutions, notamment des interventions politiques. Pourtant, le savoir produit par les recherches et les études consacrées au "genre" ne vient pas systématiquement éclairer les débats internationaux de politique générale qui portent sur les questions les plus pressantes et contes-

Profondément ancrées dans toutes les sociétés, les inégalités entre les sexes se reproduisent à travers diverses pratiques et institutions, notamment des interventions politiques.

Pourtant, le savoir produit par les recherches et les études consacrées au "genre" ne vient pas systématiquement éclairer les débats internationaux de politique générale qui portent sur des questions pressantes et contestées de notre temps.

tées de notre temps—la libéralisation économique, la démocratisation et les réformes de la gouvernance, l'identité et les conflits.

L'UNRISD s'est appuyé sur ces recherches pour rédiger, sur le thème du genre et du développement, un rapport d'orientation qui vise à combler en partie cette lacune. Intitulé "Egalité des sexes: En quête de justice dans un monde d'inégalités", le rapport porte, directement et indirectement, sur huit des douze domaines critiques énumérés dans le Programme d'action de Beijing. Il présente les résultats de recherches et d'analyses spécialement commandées en les classant sous quatre grandes rubriques: macroéconomie, bien-être et égalité des sexes; femmes,

travail et politique sociale; les femmes en politique et dans la vie publique; et genre, conflits armés et recherche de la paix. Les articles des pages 4-5 et 6-7 de ce numéro des *UNRISD Infos* abordent les deuxième et troisième thèmes.

L'action des femmes est aujourd'hui de plus en plus visible et impressionnante, dans les mouvements féminins à travers le monde, dans les organisations de la société civile, dans l'Etat et les milieux politiques de la société. Les femmes parlementaires se sont données beaucoup de mal pour que les lois nationales soient attentives à la santé génésique et aux droits des femmes en matière de procréation et que soient interdites la violence et les discriminations à l'égard des femmes, où que ces violations se produisent et quels qu'en soient les auteurs. Les auteurs de violences sexuelles commises en temps de guerre ayant été poursuivis par la justice internationale pour crime contre l'humanité, les acteurs publics responsables de violences sexuelles commencent à avoir des comptes à rendre, non seulement aux citoyens de leur pays, mais à la société mondiale. Dix ans après Beijing, il y a donc bien des raisons de se réjouir.

Mais il y a aussi beaucoup à perdre. Au moment du dixième anniversaire de la conférence, les mouvements féminins constatent non seulement que le libéralisme continue à dominer dans des domaines importants de l'arène politique, mais aussi que les récents bouleversements géopolitiques génèrent des problèmes et que de nouvelles formes d'identité religieuse deviennent des facteurs politiques à prendre en compte, non plus au niveau mondial, mais au niveau local. Les changements sociaux voulus par les femmes risquent d'être relégués loin derrière les préoccupations sécuritaires. Le cadre multilatéral, qui a permis aux réseaux féministes transnationaux de mettre en place un régime mondial de droits pour les femmes, résiste mal aux attaques de l'unilatéralisme. Dans un climat idéo-

logique polarisé, où les préoccupations sécuritaires occupent le devant de la scène et où les dissidents sont priés de se taire, il faut montrer beaucoup de souplesse politique et faire alliance avec d'autres mouvements sociaux, partis politiques et Etats afin de pouvoir maintenir des espaces où les organisations et mouvements féminins puissent débattre en toute autonomie de questions critiques et controversées touchant à l'égalité des sexes et aux libertés.

La libéralisation économique n'a jamais été sans heurt ni incontestée et il y a toujours eu place pour une certaine expérimentation des politiques et pour une pensée hétérodoxe. Là où les responsables politiques ont suivi les prescriptions orthodoxes, sous la contrainte ou de leur plein gré, les résultats ont été décevants. Les moyens d'existence se sont fragilisés et les inégalités se sont creusées. Là où les programmes de santé publique et d'aide sociale, l'infrastructure et les mécanismes de protection sociale ne se sont pas étendus ou se sont affaiblis, les femmes et les filles ont dû dispenser une plus large part des soins non rémunérés.

Les impératifs de la libéralisation ayant suscité un mécontentement général, les politiques sociales et les questions de gouvernance retiennent aujourd'hui davantage l'attention. Mais les remèdes prescrits ne suffisent pas, et de loin, à venir à bout de la détresse sociale, conséquence des politiques économiques néolibérales. Lorsque le commerce est libéralisé et les capitaux mobiles, les gouvernements ont de la peine à percevoir les recettes dont ils auraient besoin pour financer les services publics et les transferts capables de réparer les dégâts causés par les politiques économiques. Il est aussi de plus en plus évident que des réformes de la gouvernance qui reposent sur des recettes toutes faites—administration réduite au strict minimum, concurrence débridée, droits de propriété inviolables et individuels—ne contribuent pas nécessairement au dynamisme du secteur privé, du moins selon ce que nous enseigne l'histoire.

Dans ce modèle abstrait de l'Etat "idéal" et du marché, l'égalité des sexes n'est guère présente. Les femmes ont des personnes à charge et des soins à leur dispenser; quant à leur "voix" politique, des institutions sexistes et la notion très étroite de participation que véhiculent certaines réformes de la gouvernance peuvent la rendre à peine audible.

Vers un programme politique équitable envers les femmes

La définition d'une politique macro-économique équitable envers les femmes est, dans un certain sens, un art pour lequel il n'est pas de recette simple. Il existe cependant des principes directeurs: éviter les politiques déflationnistes qui sacrifient la croissance et la création d'emplois; faire de l'égalité, au même titre que la stabilité macroéconomique, un objectif central des politiques et veiller à établir des affinités entre politiques sectorielles et macroéconomiques et à les rendre complémentaires.

Si la croissance économique est une condition nécessaire pour échapper à la pauvreté, améliorer les niveaux de vie et produire les ressources nécessaires aux politiques de redistribution, elle ne suffit pas à garantir l'égalité des sexes. Des taux de croissance économique élevés, par exemple, peuvent entraîner une hausse du taux d'activité féminin, mais celle-ci peut aussi coïncider avec le maintien de la segmentation des marchés du travail selon le sexe. Il faut donc des politiques plus spécifiques pour que croissance et égalité des sexes aillent de pair: encadrement de tous les marchés du travail afin de supprimer progressivement les normes sociales sexistes et les discriminations responsables du maintien de la segmentation selon le sexe, et levée des obstacles qui empêchent les femmes de profiter d'un élargissement des débouchés sur le marché du travail.

De même, des taux de croissance élevés, alliés à des politiques fiscales qui entraînent un surcroît de recettes fiscales pour le gouvernement, n'aboutissent pas forcément à une utilisation de ces ressources qui soit plus équitable envers les

femmes. Il faut donc fixer des objectifs à la politique d'égalité des sexes et mettre en place des mécanismes pour s'assurer que les deniers publics profitent aux femmes et aux filles autant qu'aux hommes et aux garçons, offrir une infrastructure et des services qui réduisent le temps de travail non rémunéré des femmes et veiller ce qu'elles bénéficient des mécanismes de protection sociale.

La sensibilité des femmes exerçant des fonctions publiques à la cause de l'égalité des sexes dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment des comptes qu'elles ont éventuellement à rendre à un électorat féminin et de leur capacité à obtenir que leurs partis politiques inscrivent l'égalité des sexes à leur programme. Par ailleurs, les femmes politiques défendent d'autant mieux l'égalité des sexes que les institutions de la gouvernance—la justice, le parlement, l'administration publique—sont réformées pour mesurer l'excellence du service public à l'aune de la justice sociale et de l'égalité des sexes.

La gouvernance démocratique et les projets d'égalité sont coûteux car ils demandent des Etats forts, mais ils sont indispensables pour construire des Etats sûrs et des sociétés capables d'accepter la diversité et la différence. L'inégalité, y compris entre les sexes, peut favoriser une croissance rapide à court terme mais, à long terme, elle empêche la croissance de se traduire par un recul de la pauvreté, elle s'attaque à la cohésion sociale et peut engendrer l'extrémisme et l'instabilité politiques.

Le rapport de l'UNRISD, *Egalité des sexes: En quête de justice dans un monde d'inégalités*, a été lancé lors d'une conférence qui se tenait parallèlement à la 49^{ème} session de la Commission de la condition de la femme (28 février-11 mars 2005 à New York). Il n'aurait pas vu le jour sans l'aide généreuse de l'Union européenne, de l'Agence suédoise de coopération en matière de recherche avec les pays en développement (SAREC/Sida), du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et du Gouvernement des Pays-Bas.

Pour en savoir plus sur ce rapport et sur les recherches sur lesquelles il s'appuie, prière de consulter le site www.unrisd.org/research/gender/report.

L'influence des femmes sur la politique publique et la gouvernance

Anne Marie Goetz

Depuis dix ans, les femmes ont gagné en visibilité dans la vie publique et en influence aussi. Si la proportion moyenne des femmes dans les assemblées nationales est passée de 9% à près de 16%, elle a atteint ou même dépassé les 30% dans 16 pays. Quels facteurs favorisent l'accès des femmes aux institutions politiques représentatives? Les femmes qui exercent des fonctions publiques servent-elles vraiment les intérêts des femmes dans les décisions publiques? Dans quelles conditions peuvent-elles réussir, elles et leurs alliés masculins, à produire des politiques publiques attentives aux besoins des hommes et des femmes?

Au cours des dix dernières années, les mesures d'action positive, conçues pour atteindre l'objectif de la parité des sexes parmi les représentants politiques, ont fait l'objet de nombreuses expériences. Plus de 80 pays utilisant le système de la représentation proportionnelle recourent aujourd'hui aux quotas sur les listes électorales des partis. C'est dans les grandes circonscriptions électorales et là où des noms de femmes doivent figurer à intervalles réguliers sur les listes que les quotas sont les plus efficaces. Dans les systèmes pluralistes simples, on préfère réserver des sièges aux femmes plutôt que fixer des quotas pour les candidates. Les partis de gauche ou ceux prêts à mettre le secteur public à contribution pour corriger les inégalités qui subsistent dans le privé ont été plus sensibles que d'autres aux préoccupations d'égalité entre les sexes

et plus prompts à soutenir les femmes en politique.

Bien que les femmes tiennent une plus grande place dans la vie politique, elles n'en sont pas encore, dans bien des cas, à occuper des postes de direction et à influencer le processus décisionnel: trop

Le passage d'une présence accrue des femmes en politique à des progrès réels sur les questions de l'égalité entre les sexes et à des politiques de promotion de la femme dépend de la capacité des mouvements féminins à demander des comptes aux gouvernements et à l'aptitude des institutions du secteur public à mettre effectivement en pratique des programmes ambitieux d'équité entre les sexes. Autrement dit, tout dépend d'une bonne gouvernance en faveur des femmes.

souvent, elles servent simplement à prolonger les structures du pouvoir masculin. Le passage d'une présence accrue des femmes en politique à des progrès réels sur les questions de l'égalité entre les sexes et à des politiques de promotion de la femme dépend de la capacité des mouvements féminins à demander des comptes aux gouvernements et à l'aptitude des institutions du secteur public à mettre effectivement en pratique des programmes ambitieux d'équité entre les sexes. Autrement dit, tout dépend d'une bonne gouvernance en faveur des femmes.

Quand les femmes se mobilisent pour remodeler la démocratie

Au cours des dix dernières années, l'activité associative des femmes s'est dis-

tinguée notamment par le rôle central qu'elles ont joué dans de nombreuses luttes pour la démocratisation. Les transitions récentes vers des formes de gouvernement démocratiques en Amérique latine et en Afrique du Sud ont donné aux femmes la possibilité de réclamer un espace pour l'égalité entre les sexes dans les institutions, nouvelles ou réformées. Bien que les mouvements féminins aient souvent des positions profondément divergentes sur de nombreuses questions, un terrain d'entente s'est dégagé vers lequel beaucoup convergent: la revendication de la parité entre hommes et femmes dans la fonction publique. Depuis la fin des années 90, les campagnes de la société civile pour une représentation égale des hommes et des femmes ont pris de l'ampleur; elles soutiennent les réformes des systèmes électoraux qui favorisent l'accès des femmes à la candidature.

Si la libéralisation politique a permis à certains mouvements féminins de se développer, elle s'est accompagnée dans certains contextes d'un recul du féminisme comme force politique. En Europe orientale, par exemple, il a fallu des années aux mouvements féminins, après le passage à la démocratie, pour se remettre de leur association passée avec un régime répressif. Ailleurs, là où la libéralisation politique n'a été que partielle, la déception causée par des Etats incapables de relancer le développement ou d'instaurer la démocratie semble avoir contribué à l'engagement des fem-

mes à des mouvements ethniques et religieux conservateurs.

Certaines de ces formes identitaires de mobilisation affirment la supériorité du rôle "traditionnel" assigné à chacun des sexes, ainsi que des systèmes d'autorité patriarcale, en particulier là où la "libération de la femme" apparaît comme une modernisation dont on se passerait bien. La conduite des femmes, leur mobilité, leur tenue vestimentaire et leur rôle dans la famille tiennent souvent une place centrale dans le renouveau culturel ou religieux dont les organisations se réclament. Bien que les femmes aient rarement accès au pouvoir institutionnel dans ces organisations, on les encourage à mener des activités de mobilisation et même à devenir des militantes ferventes et bien visibles, à cause de l'impact symbolique qu'elles peuvent ainsi avoir.

Genre et "bonne" gouvernance

Récemment, les programmes de réforme de la gouvernance ont beaucoup attiré l'attention, aux plans national et international. Une bonne gouvernance apparaît comme la condition essentielle au bon déroulement des réformes économiques et se trouve au cœur du "post-consensus de Washington" que l'on voit se dégager actuellement. Bien que les mesures de réforme des institutions financières internationales portent sur des questions de légitimité gouvernementale et sur la participation à la vie publique de groupes sociaux exclus, ceux qui les critiquent estiment qu'elles répondent à un souci réducteur: se servir des réformes de la "gouvernance" pour étendre l'activité du marché et développer les institutions qui la soutiennent, en particulier les droits de propriété privée. Cet angle de vue laisse souvent hors champ les effets de la réforme des institutions publiques sur les droits des femmes.

Les associations féminines à travers le monde ont retenu plusieurs mesures à introduire en priorité lors d'une réforme

du secteur public. Ce sont notamment les quotas lors du recrutement, qui doivent assurer une plus forte présence des femmes dans les administrations; l'introduction d'un souci d'équité entre les sexes dans les évaluations de performance; la consultation de femmes clientes des services publics et des mesures pour donner suite à leurs plaintes; et enfin, des réformes du cadre légal et du système judiciaire pour améliorer l'accès des femmes à la justice.

Bien que les mouvements féminins aient souvent des positions profondément divergentes sur de nombreuses questions, un terrain d'entente s'est dégagé vers lequel beaucoup convergent: la revendication de la parité entre hommes et femmes dans la fonction publique. Depuis la fin des années 90, les campagnes de la société civile pour une représentation égale des hommes et des femmes ont pris de l'ampleur; elles soutiennent les réformes des systèmes électoraux qui favorisent l'accès des femmes à la candidature.

Décentralisation et égalité entre les sexes

On s'attend à ce que les femmes bénéficient de la responsabilisation des autorités et de la meilleure prestation de services qui devraient aller de pair avec la décentralisation. En fait, on escompte que les postes à responsabilité locaux seront particulièrement accessibles aux femmes, qui ne se heurtent pas, au niveau local, aux mêmes pro-

blèmes de mobilité et de finances que lorsqu'elles briguent une fonction publique au niveau national. Une comparaison des statistiques disponibles sur l'engagement des femmes aux niveaux national et local montre, cependant, qu'il n'en va pas toujours ainsi: il y a parfois plus de femmes en politique au niveau national qu'au niveau local. Cela nous alerte à l'importance de la résistance que peuvent opposer aux femmes les systèmes patriarcaux traditionnels au niveau local et aussi à l'importance d'institutions sensibles aux inégalités entre les sexes, qui améliorent l'accès des femmes aux services et aux instances politiques locales.

Diverses mesures d'action positive ont été adoptées à l'essai. Elles consistent notamment à réserver aux femmes une proportion de sièges dans les conseils locaux, comme en Inde, et à créer des sections électorales spéciales pour les femmes, comme en Ouganda. Bien que les expériences soient contrastées, il semblerait, à certains signes, que les femmes siégeant dans l'administration locale aient une influence tangible sur l'allocation des crédits locaux et parviennent à faire accepter par la société l'idée que les femmes puissent avoir un pouvoir politique. Dans certains contextes, on a vu les dépenses pencher dans le sens des services et équipements qui ont la préférence des femmes, tels que ceux de l'approvisionnement en eau et de la santé publique. La sphère de l'administration locale sera à surveiller de près au cours des dix prochaines années, car c'est à ce niveau que de plus en plus de femmes affirment leurs ambitions de leaders et contestent le système patriarcal.

Anne Marie Goetz est chargée de recherches à l'Institut des études du développement de l'Université du Sussex, Royaume-Uni. Elle est l'auteur de la troisième section, intitulée "Les femmes en politique et dans la vie publique", du rapport *Egalité des sexes: En quête de justice dans un monde d'inégalités* et a coordonné les recherches sur lesquelles s'appuie cette section.

Femmes, travail et politique sociale

Shahra Razavi

Féminisation de la main-d'œuvre et informalisation de l'emploi

Au cours des trente dernières années, le taux d'activité économique des femmes s'est élevé dans la plupart des régions du monde, mais les marchés du travail restent segmentés par sexe. L'intensification du travail rémunéré chez les femmes au cours de ces décennies est allée de pair avec une détérioration des termes et conditions de travail: certains arrangements, par exemple, évitent la législation du travail et privent les employées des avantages sociaux. L'appauvrissement des campagnes continue d'alimenter les migrations vers les zones urbaines. Bon nombre de jeunes migrantes d'origine rurale se trouvent à l'échelon le plus bas, le moins visible, des emplois informels. Souvent, elles participent à une modeste production familiale, soumise à une pression de plus en plus forte par la concurrence de biens importés à vil prix. D'autres exercent divers métiers de service et font du petit commerce.

Les modes d'informalisation diffèrent d'une région à l'autre, mais la tendance générale n'est guère encourageante quant aux perspectives qu'ont les femmes de voir leurs droits se réaliser et d'accéder à la prospérité. On avait vu apparaître dans les années 90 de nouvelles formes d'organisation chez les travailleuses de l'économie informelle, tant au niveau national qu'international. Mais bon nombre de nouveaux syndicats, d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'organisations communautaires qui étaient sensibles aux droits des femmes ont aujourd'hui de la peine à étendre leur audience et à rester viables. Ils éprouvent aussi des difficultés à faire alliance pour élargir le champ et la portée de leurs efforts au-delà de leur "clientèle" habituelle.

Le changement des conditions de vie dans les campagnes

Pendant les années 80, de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique latine ont

traversé une crise économique dont les institutions financières internationales ont attribué la cause au trop grand engagement de l'Etat dans l'économie. Le secteur agricole était présenté comme la principale victime de l'intervention de l'Etat. Les données recueillies montrent que les moyens d'existence des ruraux se sont fragilisés, en même temps que diversifiés, là où la baisse des aides de l'Etat à l'agriculture nationale a coïncidé avec une concurrence accrue des grands producteurs subventionnés. Les cours des produits de base étant bas et instables, un grand nombre de ruraux ont vu se refermer sur eux le piège de la pauvreté, de la faim et même de la famine.

Là où ils le pouvaient, les petits exploitants ont abandonné les cultures de rapport traditionnelles pour des cultures plus lucratives. On pensait dans les années 90 que, si la production agricole africaine ne réagissait pas à la libéralisation, c'était à cause de la rigidité des rôles attribués à chacun des sexes dans le ménage et à la réticence des femmes à apporter un travail non rémunéré aux cultures commerciales de leur mari. Mais ces facteurs, qui tiennent aux rapports sociaux entre les sexes dans le ménage, et ces conflits d'intérêts ont été exagérés et l'on dispose de nombreux éléments permettant de conclure à la flexibilité des rôles de chacun des sexes dans le secteur agricole. L'incapacité de la libéralisation à faire augmenter la production agricole tient surtout aux contraintes générales que subissent les petits exploitants et que la libéralisation a aggravées.

La libéralisation n'a pas seulement entraîné des changements dans les petites exploitations, elle est aussi allée de pair avec deux autres tendances importantes. La première est le développement de grandes sociétés qui cultivent pour l'exportation et qui sont devenues une source importante d'emplois pour les

femmes rurales de nombreuses régions du monde, même si, dans leur grande majorité, ces emplois sont mal rémunérés, instables, ne demandent que peu de qualifications et n'offrent que de rares possibilités de promotion. La seconde est la diversification générale des moyens d'existence des petits exploitants: de plus en plus d'hommes, de femmes et d'enfants sont amenés à exercer une activité hors de l'exploitation agricole pour échapper à la pauvreté. Dans certains cas, les gains perçus sont si maigres que la diversification contribue en fait au cycle de paupérisation.

Le manque de ressources des agriculteurs les empêche de profiter de nouveaux débouchés: c'est là l'une des principales leçons que l'on peut tirer de l'expérience de la réforme économique et de la libéralisation. La terre reste un bien d'une importance capitale dans l'économie rurale. Dans de nombreux pays, les défenseurs des droits des femmes et d'autres organisations de la société civile se sont beaucoup impliqués dans les débats politiques sur l'occupation des terres. Leurs efforts ont fait avancer les choses puisque des lois plus équitables envers les femmes ont été adoptées dans les années 90 sur l'occupation des terres, mais il y a toujours un fossé entre la reconnaissance de leur droit de posséder et de détenir des terres et leur accès effectif à la terre.

Migrations transfrontières des travailleurs

Pour subsister, de nombreuses personnes n'hésitent plus désormais à quitter la campagne pour la ville ou à franchir les frontières de leur pays. Ces déplacements ont des conséquences à la fois positives et négatives pour les pays et les personnes concernés. Les mouvements transfrontières se caractérisent aujourd'hui par trois grandes tendances: le caractère de plus en plus temporaire des migrations, leur

féménisation et l'augmentation du nombre des migrants sans papiers.

Malgré les caractéristiques différentes que présentent les migrations selon les pays, on note une convergence vers une migration "sélective". Les travailleurs hautement qualifiés sont accueillis à bras ouverts car ils sont censés s'intégrer facilement et enrichir l'économie, alors que les immigrants peu qualifiés, considérés comme un "mauvais risque" pour l'Etat qui les accueille, sont découragés. Ces stratifications sont également différenciées selon le sexe puisque les hommes sont majoritaires dans les couches les plus qualifiées.

La position des femmes tout en bas de l'échelle du travail, le peu de valeur accordé aux tâches domestiques et aux soins, emplois qu'occupent de nombreuses femmes immigrées dans les sociétés industrialisées, et le manque de protection sociale dans les métiers intermittents, en particulier dans l'industrie du spectacle et le secteur de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés, tout cela signifie que bien des femmes sont vulnérables à l'exploitation. Le fait que de nombreuses femmes instruites de pays en développement prennent des emplois de manœuvres ou d'ouvrières spécialisées soulève la question de la "déqualification", dont on se soucie rarement en politique.

Quelques femmes, cependant—et c'est là l'aspect positif de cette situation—accèdent à des emplois qui peuvent faire office d'ascenseur social, dans le secteur des technologies de l'information par exemple. L'aspect négatif, c'est le très grand nombre de femmes engagées comme professionnelles du sexe et comme employées de maison. Ces deux secteurs, où la législation du travail ne s'applique pas, sont le théâtre d'abus fréquents.

Avec la discrimination envers les immigrés, qui s'ajoute aux inégalités raciales et sexuelles, les femmes immigrées sont "triplement défavorisées". En même temps, l'expérience de

la migration, que les femmes la fassent seules ou avec des hommes, peut entraîner une reconfiguration des rapports sociaux entre les sexes et rééquilibrer les forces.

Un nouveau programme de politique sociale

Dans le monde contemporain, les moyens d'existence sont menacés par les facteurs les plus divers. Dans de nombreux pays en développement, il n'existe pas de dispositif officiel de protection sociale pour les millions d'hommes et de femmes qui travaillent dans l'économie informelle (et même pour certains de ceux qui travaillent dans l'économie organisée). La maladie, l'accouchement et la vieillesse sont en soi de puissants facteurs d'appauvrissement car ils entraînent une baisse des gains et nécessitent des soins de santé, qui épuisent d'autant plus les avoirs des ménages qu'ils prennent de plus en plus une tournure commerciale.

Si les années 90 ont marqué un tournant, en ce sens qu'au niveau mondial les déclarations de politique se sont mises à reconnaître le rôle vital de la politique sociale dans le processus de développement, le champ de la politique sociale et ses mécanismes institutionnels continuent à occasionner de vives tensions entre les conceptions politiques en présence.

Le processus de réforme de la politique sociale et ses résultats sont inévitablement différenciés selon le sexe. Les premiers efforts déployés pour mettre en place une protection sociale formelle dans de nombreux pays en développement favorisaient les hommes, qui étaient surreprésentés dans l'économie organisée. On aurait pu s'employer à étendre cette protection à une proportion beaucoup plus large de la population mais, au cours des 20 dernières années, un revirement s'est produit. De fortes pressions se sont exercées dans de nombreuses régions pour les inciter à faire des services sociaux et de la protection sociale des marchandises comme les autres en mettant diverses redevances à la charge des usagers des

services publics et en élargissant l'offre du marché. Force est de constater, non sans ironie, que le biais initial en faveur des hommes est battu en brèche, non pas par une réforme des droits à la protection de l'Etat qui serait inspirée par un souci d'équité entre les sexes, mais par une réduction spectaculaire de ces droits.

Ce seront probablement les femmes qui ressentiront le plus les effets de la marchandisation, vu les inégalités entre les sexes et la stratification que l'on retrouve dans les institutions et privées et publiques. Par ces institutions, il faut entendre notamment le ménage (qui, selon toutes probabilités, investira moins dans la santé et l'éducation des filles que dans celles des garçons), les marchés (où les femmes, défavorisées sur les marchés du travail et du crédit, ont généralement moins d'argent que les hommes), l'économie des soins non rémunérés (qui dépend en grande partie des femmes et des filles lorsque les services sociaux officiels sont inabordable pour les familles) et les services publics affectés à la protection sociale (où les femmes, dont les emplois se situent, pour la grande majorité, au plus bas de l'échelle des qualifications, de l'autorité et des salaires, subiront sans doute le plus le contrecoup des réformes du secteur public).

En faisant bénéficier de nouvelles catégories de travailleurs informels des programmes de protection sociale et en favorisant les subventions croisées, divers pays font de gros efforts pour étendre la portée des mécanismes de protection sociale existants. C'est dans les pays où la responsabilité sociale est largement débattue et qui restent idéologiquement attachés à l'égalité sociale que l'on trouve les systèmes sociaux les plus universels.

Shahra Razavi, coordonnatrice de recherches à l'UNRISD, était responsable de la coordination générale des recherches pour le rapport *Egalité des sexes: En quête de justice dans un monde d'inégalités*. Elle a aussi rédigé la deuxième section du rapport, "Femmes, travail et politique sociale", et coordonné les recherches dont rend compte cette section.

La participation des femmes à la vie civile et politique en Europe centrale et orientale

Amanda Sloat

Si, dans le processus d'élargissement, l'Union européenne (UE) n'a pas insisté explicitement sur l'égalité des chances entre hommes et femmes, ses nouveaux Etats membres ont mis en œuvre des lois consacrant l'égalité et ont maintenant une législation qui les guide dans les questions d'égalité entre les sexes et des dispositions constitutionnelles qui interdisent la discrimination. Ils sont également attentifs à la nécessité d'accroître la représentation des femmes au parlement. Ces questions figurent parmi celles qu'étudie un projet de recherche financé par l'UE, intitulé *Elargissement, genre et gouvernance* (EGG): *La participation des femmes à la vie civile et politique en Europe centrale et orientale*. Ce projet est dirigé par Amanda Sloat (Institute of Governance, Public Policy and Social Research) et Yvonne Galligan (Centre for the Advancement of Women in Politics) de la Queen's University de Belfast. Amanda Sloat a été chargée de recherches à l'UNRISD pendant la période de février à avril 2004.

Le projet EGG analyse dans quelle mesure les institutions représentatives et d'autres organisations—telles que les partis politiques, les syndicats, les organisations non gouvernementales (ONG) et les mouvements sociaux—permettent aux femmes de participer à la gouvernance et à la prise de décision politiques dans les nouveaux Etats membres de l'UE et d'être représentées dans ces instances. Le projet étudie en quoi l'histoire du régime communiste a influencé et influence encore la position politique des femmes à l'heure actuelle et fait des recommandations à la Commission européenne et aux gouvernements nationaux afin de soutenir des politiques

futures efficaces. Il est unique en ce sens que c'est la première fois qu'on tente d'analyser de manière systématique l'évolution des rapports sociaux entre les sexes induite par l'élargissement, la participation des femmes à la vie civile et politique dans les nouveaux Etats membres, et l'efficacité des efforts déployés par la Commission et les gouvernements des nouveaux Etats membres pour légiférer sur l'égalité des sexes.

La recherche porte sur trois questions. En quoi la démocratisation et la préparation à l'adhésion à l'UE ont-elles influé sur la participation des femmes à la vie civile et politique dans les pays candidats? Dans quelle mesure les as-

Le projet étudie en quoi l'histoire du régime communiste a influencé et influence encore la position politique des femmes à l'heure actuelle et fait des recommandations à la Commission européenne et aux gouvernements nationaux afin de soutenir des politiques futures plus efficaces.

sociations féminines s'inscrivent-elles dans les politiques d'égalité définies dans les pays candidats? Y a-t-il des stratégies spécifiques à adopter pour élargir la participation des femmes à la gouvernance?

La première phase des travaux a consisté à poser les fondements théoriques, à donner un vocabulaire commun aux

participants et à établir un cadre historique à l'intérieur duquel on puisse examiner la participation actuelle des femmes à la vie civile et politique; les six derniers mois seront consacrés à la diffusion des résultats de la recherche, à la fois au niveau local, sous la forme de rapports nationaux, et au niveau européen, sous la forme de rapports comparatifs.

Le projet se compose de cinq pôles d'étude essentiels.

- *Une analyse de la visibilité des femmes*, qui a amené les chercheurs à recueillir des données sur la représentation féminine dans les organes décisionnels, politiques et civils, à comparer et à confronter les données antérieures et postérieures à 1989.
- *Une cartographie de la campagne menée par les femmes pour le changement*—qui a consisté à évaluer l'état du mouvement féminin après 1989 et à relever les questions sur lesquelles les ONG féminines font campagne pour le changement.
- *La mise en œuvre de "l'acquis" égalitaire*, autrement dit l'étude du droit de l'Union européenne sur les questions d'égalité pour déterminer dans quelle mesure il a été transposé, appliqué et mis en vigueur.
- *Le recensement des obstacles à la participation des femmes*, qui s'est appuyé sur les pôles d'étude précédents pour repérer les secteurs où les femmes étaient insuffisamment représentées, chercher à comprendre pourquoi il en était ainsi et formuler des recommandations politiques.

- *L'intégration du genre*, qui a conduit les chercheurs à se livrer à une étude complète de l'infrastructure de l'intégration à travers tous les ministères gouvernementaux et à examiner deux questions spécifiques (l'égalité des chances et la traite) pour évaluer la mesure dans laquelle les points de vue des femmes sont pris en compte dans l'élaboration des politiques.

Avant 1989, 20% au moins des parlementaires étaient des femmes, et cela dans les dix pays d'Europe centrale et orientale. En 1980, c'étaient la Lituanie et la Lettonie qui comptaient le plus de femmes parlementaires (36 et 35% respectivement). A l'autre extrémité du spectre se trouvaient la Pologne (23% en 1980), la Bulgarie (22% en 1981), et l'Estonie (21% en 1985). Cependant, cette apparente égalité était un mythe: le parti communiste choisissait les candidates, et les parlements nationaux, faibles, entérinaient les propositions du parti. Lorsque les institutions politiques ont renoué avec le pouvoir et la légitimité après la transition de 1989 vers la démocratie, les hommes se sont emparés des postes et ont écarté les femmes. En Hongrie par exemple, la proportion des femmes parlementaires après les premières élections libres de 1990 est tombée à 7% (contre 30% en 1980); le premier parlement démocratiquement élu de Lituanie après 1989 comptait 8% de femmes (contre 36% en 1980). La représentation féminine au parlement a commencé à augmenter dans les années 90, lorsque la Bulgarie, la Lettonie et la Pologne ont franchi le cap des 20%, suivis de près par la Slovaquie. En Hongrie, en Lituanie et en Roumanie, cependant, les femmes ont encore de la peine à progresser de manière sensible.

L'essor et le dynamisme du secteur non gouvernemental sont aussi essentiels pour de jeunes démocraties. Les femmes ont profité des possibilités nouvel-

les qui leur étaient offertes en qualité de citoyennes après 1989, en se mettant à travailler sur des sujets tels que les droits et les préoccupations politiques (comment accroître la représentation au parlement, lutter contre la discrimination), la promotion des entreprises et des activités professionnelles, les services sociaux (santé, éducation), et le militantisme pour pré-

Avant 1989, 20 % au moins des parlementaires étaient des femmes, et cela dans les dix pays d'Europe centrale et orientale. Lorsque les institutions politiques ont renoué avec le pouvoir et la légitimité après la transition de 1989 vers la démocratie, les hommes se sont emparés des postes et ont écarté les femmes.

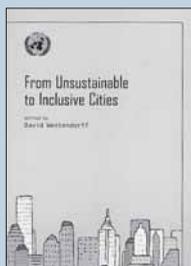
venir les violences envers les femmes, notamment dans la famille. Mais comme elles ne disposent que de maigres fonds et dépendent de l'aide de donateurs étrangers, beaucoup d'ONG féminines ne peuvent entreprendre de projets ambitieux et s'attachent plutôt à fournir des services sociaux qui relevaient auparavant de l'Etat. Une conception faussée du féminisme, souvent interprétée comme hostile à la famille, aux enfants, aux hommes et peu féminine, dessert aussi le travail des femmes dans les domaines politique et civil.

De ce fait, l'inégalité des sexes n'est pas considérée comme un problème dans de nombreux pays de l'Europe centrale et orientale. Le conservatisme, qui a connu une véritable renaissance après 1989, a aboli de nombreuses mesures sociales qui avaient auparavant pro-

tégé les femmes et contribué à leur promotion et, par réaction à la propagande de l'ère communiste qui mettait en avant la libération (supposée) des femmes, on en est venu à considérer comme inutiles les campagnes pour l'égalité des sexes. L'idée que des femmes aideraient d'autres femmes à réaliser des objectifs communs n'est pas encore très répandue, ce qui explique peut-être en partie le faible pourcentage de femmes élues à des fonctions politiques.

Le projet EGG va organiser une conférence le 20 juin 2005 à Prague, République tchèque. Elle permettra de diffuser les résultats définitifs du projet et d'entendre les réactions des participants. Elle est ouverte à tous les acteurs de la vie civile et politique, aux fonctionnaires, aux ONG, aux milieux universitaires et au grand public. On trouvera de plus amples informations sur le projet EGG, notamment des résumés sur chacun des pôles d'étude essentiels, sur le site www.qub.ac.uk/egg.

Pendant son séjour de trois mois à l'UNRISD, **Amanda Sloat** a mis à profit les ressources intellectuelles de l'Institut, notamment les compétences du personnel et les publications; elle a présenté une partie des résultats initiaux du projet et obtenu en retour des informations précieuses. Elle a fait office d'arbitre scientifique pour plusieurs des documents sur l'Europe centrale et orientale commandés pour l'ouvrage *Egalité des sexes: En quête de justice dans un monde d'inégalités*, et développé les liens institutionnels, apportant la preuve d'une plus large collaboration entre l'UNRISD et les universités.



From Unsustainable to Inclusive Cities

publié sous la direction de David Westendorff

Table des matières § Introduction: Qu'est-ce qu'une ville viable? Points de vue de spécialistes du Sud—*David Westendorff* § I^{ère} Partie—Études de cas militant pour l'écologie, la participation et un développement humain durable dans les villes du Sud-Est asiatique—*Adrian Atkinson* • Un aménagement urbain soucieux de l'avenir en Inde ou l'ouverture à la diversité—*Darshini Mahadevia* • Métropolisation et crise de l'environnement: Habitat précaire à Ho Chi Minh Ville, Viet Nam—*Sebastian Wust, Jean-Claude Bolay et Thai Thi Ngoc Du* • Le développement durable dans le contexte d'une ville tanzanienne—*Batilda Burian et Alphonse T. Kyariga* • Un développement peu durable: L'expérience philippine—*Karina Constantino-David* • Développement durable et démocratie dans les mégapoles—*Jaime Joseph* § II^{ème} Partie—La coopération internationale, son évolution et les acteurs dont dépendent les alliances en faveur de la viabilité: Changement de paradigme dans la gouvernance urbaine?—*Isabelle Milbert* • Un développement durable pour les pauvres des villes: Le problème abordé sous l'angle des droits de l'homme—*David Westendorff*

David Westendorff, chercheur et consultant sur les questions de la gouvernance urbaine, est en poste à Beijing, Chine, où il travaille au Centre pour l'étude de la Chine moderne à l'Université de Tsinghua. Il était auparavant coordonnateur de recherches à l'UNRISD.

A commander à l'UNRISD; broché, ISBN 92-9085-048-5, 256 pages, 2004, \$30.



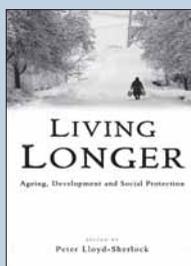
Au cœur des crises nationales au Rwanda et au Burundi: La lutte pour les ressources

Marc Rwabahungu

Table des matières § Haine, violence et lutte pour les ressources § L'évolution de la crise § Lien entre le pouvoir et les ressources § Débordement dans la région § Ailleurs en Afrique

Marc Rwabahungu est agronome et expert en développement. Il était auparavant assistant de recherche à l'UNRISD.

Au cœur des crises nationales au Rwanda et au Burundi est copublié avec les Editions L'Harmattan; broché, ISBN 2-7475-6530-0, 215 pages, 2004, euros 19.50. **A commander aux Editions L'Harmattan**, 5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris, France; téléphone 33 (0)140 467920, fax 33 (0)143 258203, presse.harmattan5@wanadoo.fr.



Living Longer: Ageing, Development and Social Protection

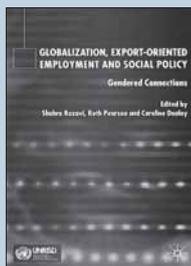
publié sous la direction de Peter Lloyd-Sherlock

Table des matières § Vieillesse, développement et protection sociale: Généralisations, mythes et stéréotypes—*Peter Lloyd-Sherlock* § I^{ère} Partie—Trajectoires du développement, changement social et bien-être à un âge avancé—L'évolution historique à long terme de la situation des personnes âgées: Le Royaume-Uni, cas typique d'économie industrielle avancée—*Paul Johnson* • Politique sociale et condition des personnes âgées en période de ralentissement économique: Le cas du Brésil—*Ana Amélia Camarano* • L'impact de la transition sur les personnes âgées en Ukraine: Envisager l'avenir avec espoir—*Vladislav V. Bezrukov et Natalia A. Foigt* • Conséquences potentielles du vieillissement de la population sur le développement social en Chine—*Du Peng et David R. Phillips* § II^{ème} Partie—Protection sociale publique et comparaison des régimes de retraite au Chili, à Singapour, au Brésil et en Afrique du Sud—*Armando Barrientos* • Le vieillissement au Japon: Les transferts d'aide sociale, élément du contrat social ou cause de conflit entre les générations?—*Tetsuo Ogawa* • La politique de la santé et les personnes âgées en Afrique—*Di McIntyre* • Assurances

maladie pour personnes âgées: comparaison entre l'Argentine et les Etats-Unis—*Nélida Redondo* § III^{ème} Partie—Les personnes âgées et l'économie des soins • L'entraide entre les générations dans la famille et la sécurité économique du troisième âge au Ghana—*Isabella Aboderin* • Vieillir au Mexique: Familles, soins informels et réciprocité—*Cristina Gomes da Conceição et Veronica Montes de Oca Zavala* • Le sida et les personnes âgées: Point de vue de la Thaïlande—*John Knodel et Chanpen Saengtienchai* • Soins, dépendance et justice sociale: Remise en question du contrat social classique—*Martha C. Nussbaum*

Peter Lloyd-Sherlock est chargé de cours sur le développement social à la School of Development Studies de l'Université d'Est-Anglie. Il a été coordonnateur externe de recherches pour le projet de l'UNRISD suivant: Vieillesse, développement et protection sociale.

Living Longer est copublié avec Zed Books; broché, ISBN 1-84277-357-7, 308 pages, 2004, £19.95; relié, ISBN 1-84277-356-9, 308 pages, 2004, £55. **A commander à Zed Books**, 7 Cynthia Street, London N1 9JF, Royaume-Uni; téléphone 44 (0)20 7837 4014, fax 44 (0)20 7833 3960, sales@zedbooks.demon.co.uk.



Globalization, Export-Oriented Employment and Social Policy: Gendered Connections

publié sous la direction de Shahra Razavi, Ruth Pearson et Caroline Danloy

Table des matières § Mondialisation, emplois tournés vers l'exportation et politique sociale: Des rapports placés sous le signe de la différenciation selon le sexe—*Shahra Razavi et Ruth Pearson* § Le miracle coréen et la crise: Qu'y avait-il à prendre pour les femmes?—*Hyoung Cho, Ann Zammit, Jinjoo Chung et Insoon Kang* § L'industrie manufacturière axée sur l'exportation et ses répercussions sur les droits des ouvrières chinoises à l'aide sociale—*Delia Davin* § Mondialisation, emplois féminins tournés vers l'exportation et politique sociale: Etude de cas de l'Inde—*Jayati Ghosh* § Le débat sur l'Etat providence au Mexique sous l'angle féminin: L'emploi féminin et les droits des femmes à l'aide sociale dans une économie mondialisée—*Viviane Brachet-Márquez et Orlandina de Oliveira* § Mondialisation, emplois tournés vers l'exportation et politique sociale: Le cas de l'île Maurice—*Sheila Bunwaree* § Retravailler l'héritage de l'apartheid: Concurrence mondiale, genre et salaires minimaux en Afrique du Sud, 1980-2000—*Gillian Hart*

Shahra Razavi est coordonnatrice de recherches à l'UNRISD et travaille dans le domaine du genre et du développement; **Ruth Pearson** est professeur d'études du développement et directrice du Centre for Development Studies, Institute for Politics and International Studies, à l'Université de Leeds, Royaume-Uni; **Caroline Danloy** est directrice adjointe de l'information à l'UNRISD après avoir été assistante de recherche dans le domaine du genre à l'Institut.

Globalization, Export-Oriented Employment and Social Policy est copublié avec Palgrave-Macmillan; relié, ISBN 1-4039-3485-1, 242 pages, 2004, £50. **A commander à Palgrave Macmillan**, Houndmills, Basingstoke, Hampshire RG21 6XS, Royaume-Uni; téléphone 44 (0)1256 329242, fax 44 (0)1256 479476, orders@palgrave.com.



Social Policy in a Development Context

publié sous la direction de Thandika Mkandawire

Table des matières § Introduction—Thandika Mkandawire § I^{ère} Partie—De l'universalisme aux filets de sécurité, questions conceptuelles: Gloire et décadence de l'influence keynésienne sur le développement social—Peter Townsend • Politique sociale et résultats macroéconomiques: Intégration de l'"économique" et du "social"—Diane Elson • Politique sociale et développement: Le capital social comme point de départ—Ben Fine • Démocratisation et politique sociale — Laurence Whitehead § II^{ème} Partie—Les raisons au micro et au mésoniveau pour lesquelles la politique sociale est condamnée à une catégorie résiduelle de filets de sécurité et comment y remédier—Judith Tandler • Inégalité et redistribution dans la santé: Enjeux analytiques d'une politique sociale développementale—Maureen Mackintosh et Paula Tibandebage • Modèles de développement, politique sociale et réforme en Amérique latine—Carmelo Mesa-Lago § III^{ème} Partie—Expériences historiques des pays d'Europe venus tardivement à l'industrialisation: L'expérience de la Finlande—Juhana Vartiainen • Les pays venus tardivement à l'industrialisation et le développement de l'Etat providence—Chris Pierson • Le rôle de la politique sociale dans le développement économique: Réflexions théoriques et enseignements de l'Asie orientale—Ha-joon Chang • La crise économique et les aspects politiques de la réforme de la protection sociale en Corée—Huck-ju Kwon • La politique sociale dans le développement indien—Jayati Ghosh • Trajectoires historiques de la politique sociale dans l'Afrique post-coloniale: Le cas de la Zambie—Guy Mhone

Thandika Mkandawire est le directeur de l'UNRISD.

Social Policy in a Development Context est copublié avec Palgrave-Macmillan; broché, ISBN 1-4039-3661-7, 354 pages, 2004, £19.95; relié, ISBN 1-4039-3660-9, 354 pages, 2004, £60. **A commander à** Palgrave Macmillan, Houndmills, Basingstoke, Hampshire RG21 6XS, Royaume-Uni; téléphone 44 (0)1256 329242, fax 44 (0)1256 479476, orders@palgrave.com.



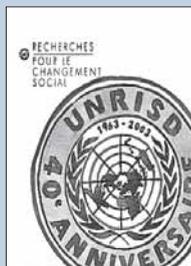
Transforming the Developmental Welfare State in East Asia

publié sous la direction de Huck-ju Kwon

Table des matières § Vue d'ensemble de l'étude: L'Etat providence développemental et les réformes politiques en Asie orientale—Huck-ju Kwon § I^{ère} Partie—Aspects politiques du développementalisme social • La réforme de l'Etat providence développemental en Corée: Coalitions de sensibilisation et aspects politiques de la santé—Huck-ju Kwon • Démocratie, développement et politique de la santé à Taiwan—Joseph Wong • La nouvelle politique de l'Etat providence dans un contexte de développement: Comment expliquer l'expansion de la protection sociale au Japon dans les années 90—Ito Peng • Le développementalisme social à Singapour et en Malaisie—Chua Beng Huat • Les aspects politiques du développementalisme social à Hong Kong—Eliza W.Y. Lee § II^{ème} Partie—Dynamique institutionnelle du développementalisme social • Stratégies de développement et politiques de lutte contre le chômage en Corée—Icheong Yi et Byung-hee Lee • Chômage et réponses politiques à Taiwan: Conséquences sur les femmes et la famille—Fen-ling Chen • Un demi-bravo pour les fonds de prévoyance de Malaisie et de Singapour—M. Ramesh • Protection sociale à Hong Kong: La dynamique du panachage—Veronica Pearson § III^{ème} Partie—Le développementalisme social en formation • La politique sociale de la Chine: Réforme dans un contexte de marché et de mondialisation—Xinping Guan • Difficultés liées à la mise en place d'un système de santé universel en Thaïlande—Viroj Tangcharoensathien, Waranya Teukul et Lalita Chanwongpaisarn

Huck-ju Kwon est coordonnateur de recherches sur la politique sociale et le développement à l'UNRISD.

Transforming the Developmental Welfare State in East Asia est copublié avec Palgrave-Macmillan; relié, ISBN 1-4039-4166-1, 312 pages, 2004, £65. **A commander à** Palgrave Macmillan, Houndmills, Basingstoke, Hampshire RG21 6XS, Royaume-Uni; téléphone 44 (0)1256 329242, fax 44 (0)1256 479476, orders@palgrave.com.



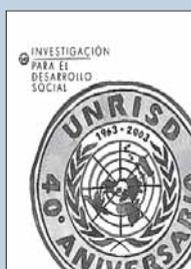
Recherches pour le changement social: Rapport du 40ème anniversaire de l'UNRISD

Traduction française de *Research for Social Change: UNRISD Fortieth Anniversary Report*, UNRISD, 2003

Table des matières

§ Avant-propos—Kofi Annan § Préface—Thandika Mkandawire § Bref historique des recherches de l'UNRISD § Politique sociale et bien-être § Cohésion sociale et conflits § Développement durable § Démocratisation, société civile et gouvernance § Genre et développement § Marchés, entreprises et réglementation

A commander à l'UNRISD; broché, ISBN 92-9085-046-9, 141 pages, 2004, gratuit.



Investigación para el desarrollo social: Informe del 40º aniversario de UNRISD

Traduction espagnole de *Research for Social Change: UNRISD Fortieth Anniversary Report*, UNRISD, 2003

Table des matières

§ Prefacio—Kofi Annan § Prólogo—Thandika Mkandawire § Breve historia de la investigación en UNRISD § Política social y bienestar § Cohesión social y conflicto § Desarrollo sostenible § Democratización, sociedad civil y gobernabilidad § Distinción por género y desarrollo § Mercados, empresas y regulación

A commander à l'UNRISD; broché, ISBN 92-9085-047-7, 145 pages, 2004, gratuit.

□ UNRISD Recherches et politiques– Synthèses

UNE NOUVELLE SÉRIE
DE L'INSTITUT!

Cette nouvelle série vise à améliorer la qualité du dialogue sur le développement. Les Synthèses de l'UNRISD situent les recherches de l'Institut dans un large débat sur le développement social, en résumant les conclusions et relèvent les questions à prendre en considération dans la prise de décision. Présentées sous une forme concise, elles devraient être utiles aux responsables politiques, aux universitaires, aux militants, aux journalistes et à d'autres professions.

- RPB 1 **Responsabilité sociale et encadrement juridique des sociétés commerciales**, mars 2004
- RPB 2 **Le développement social et la "révolution de l'information": Leçons des recherches effectuées au Sénégal**, mars 2004
- RPB 3 **Politiques de technocrates et contrôle parlementaire**, août 2004

■ Documents du Programme Société civile et mouvements sociaux

- PP CSSM 7 **Understanding the Evolving Diversities and Originalities in Rural Social Movements in the Age of Globalization**, *Neil Webster*, février 2004
- PP CSSM 8 **Peasant Associations in Theory and Practice**, *Nora McKeon, Michael Watts et Wendy Wolford*, mai 2004
- PP CSSM 9 **Civil Society and the Uncivil State: Land Tenure Reform in Egypt and the Crisis of Rural Livelihoods**, *Ray Bush*, mai 2004
- PP CSSM 10 **Civil Society and Social Movements: The Dynamics of Intersectoral Alliances and Urban-Rural Linkages in Latin America**, *Henry Veltmeyer*, octobre 2004
- PP CSSM 11 **Post-Soviet Institutional Design and Rural Livelihoods in Uzbekistan**, *Deniz Kandiyoti*, novembre 2004
- PP CSSM 12 **Agrarian Research Institutes and Civil Society in Kazakhstan and Kyrgyzstan: In Search of Linkages**, *Malcolm D. Childress*, novembre 2004
- PP CSSM 13 **Agricultural Restructuring and Trends in Rural Inequalities in Central Asia: A Socio-Statistical Survey**, *Max Spoor*, novembre 2004
- PP CSSM 14 **Islamisme et pauvreté dans le monde rural de l'Asie centrale post-soviétique: Vers un espace de solidarité islamique?**, *Habiba Fathi*, novembre 2004

■ Documents du Programme Démocratie, gouvernance et droits de l'homme

- PP DGHR 11 **Economic Policy Making and Parliamentary Accountability in Chile**, *Verónica Montecinos*, décembre 2003
- PP DGHR 12 **Lecciones de la participación política de las mujeres**, *Cecilia Blondet*, juin 2004
- PP DGHR 13 **Technocratic Policy Making and Parliamentary Accountability in Argentina, 1983–2002**, *Javier Corrales*, septembre 2004
- PP DGHR 14 **Communities and Local Government: Three Case Studies in São Paulo, Brazil**, *Raquel Rolnik et Renato Cymbalista*, novembre 2004
- PP DGHR 15 **Chicago's Near South Side: Revisiting the South Loop and South Armour Square, 2001**, *David C. Ranney et Patricia A. Wright*, novembre 2004
- PP DGHR 16 **Living for the Sake of Living: Partnerships between the Poor and Local Government in Johannesburg**, *David Everatt, Graeme Gotz et Ross Jennings*, décembre 2004

A LIRE

■ Documents du Programme Identités, conflit et cohésion

- PP ICC 3 **Poverty and Prosperity: Prospects for Reducing Racial/Ethnic Economic Disparities in the United States**, *Sheldon Danziger, Deborah Reed et Tony N. Brown*, mai 2004
- PP ICC 4 **Policing and Human Rights: Eliminating Discrimination, Xenophobia, Intolerance and the Abuse of Power from Police Work**, *Benjamin Bowling, Coretta Phillips, Alexandra Campbell et Maria Docking*, mai 2004
- PP ICC 5 **Racial Justice: The Superficial Morality of Colour-Blindness in the United States**, *Glenn C. Loury*, mai 2004
- PP ICC 6 **Managing Ethnic Relations in Post-Crisis Malaysia and Indonesia: Lessons from the New Economic Policy?**, *Khoo Boo Teik*, août 2004
- PP ICC 7 **The New Economic Policy and Interethnic Relations in Malaysia**, *Jomo K.S.*, septembre 2004
- PP ICC 8 **Environment and Morality: Confronting Environmental Racism in the United States**, *Robert D. Bullard*, octobre 2004
- PP ICC 9 **Exclusionary Populism in Western Europe in the 1990s and Beyond: A Threat to Democracy and Civil Rights?**, *Hans-Georg Betz*, octobre 2004
- PP ICC 10 **The Politics of Land Distribution and Race Relations in Southern Africa**, *Sam Moyo*, décembre 2004

■ Documents du Programme Politique sociale et développement

- PP SPD 16 **Late Industrializers and the Development of the Welfare State**, *Christopher Pierson*, septembre 2004
- PP SPD 17 **The Developmental Welfare State in Scandinavia: Lessons for the Developing World**, *Stein Kuhnle et Sven E.O. Hort*, septembre 2004

■ Documents du Programme Technologie, entreprises et société

- PP TBS 13 **Barricades and Boardrooms: A Contemporary History of the Corporate Accountability Movement**, *Jem Bendell*, juin 2004
- PP TBS 14 **The Political Economy of Corporate Responsibility in Brazil: Social and Environmental Dimensions**, *Paola Cappellin et Gian Mario Giuliani*, octobre 2004

□ Conférences Infos de l'UNRISD

- CN 13 **Responsabilité sociale des entreprises et développement**, Rapport de la conférence de l'UNRISD, Genève, 17–18 novembre 2003
- CN 14 **Savoir social et élaboration des politiques internationales: Etude des liens**, Rapport de la conférence de l'UNRISD, Genève, 20–21 avril 2004

■ \$12 pour les lecteurs du Nord et \$6 pour ceux du Sud □ Gratuit

POUR COMMANDER LES PUBLICATIONS DE L'UNRISD

Livres: Veuillez vous servir des informations figurant sur la liste pour vous procurer le titre que vous souhaitez.

Documents et autres publications: Veuillez vous mettre en rapport avec le Centre de référence de l'UNRISD, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse; téléphone 41 (0)22 9173020; fax 41 (0)22 9170650; info@unrisd.org; www.unrisd.org/publications. Là où un prix est indiqué, le paiement doit être fait soit par chèque, libellé en dollars E.-U. et tiré sur une banque des Etats-Unis, soit par virement bancaire en dollars E.-U. ou l'équivalent en francs suisses. Le Centre de référence de l'UNRISD ne peut pas accepter de paiement par carte de crédit.

Les documents de l'UNRISD et un choix d'autres publications sont disponibles gratuitement en ligne. Veuillez consulter le site www.unrisd.org/publications.

Egalité des sexes

En quête de justice dans un monde d'inégalités

Un nouveau rapport de l'UNRISD en anglais (bientôt disponible en français)

La Quatrième Conférence mondiale sur les femmes a été un temps fort dans l'action menée par la communauté internationale pour promouvoir les droits de la femme. Dix ans plus tard, nombreux sont ceux qui, à travers le monde, font le point de ce qui a été réellement accompli. Par ce nouveau rapport, l'UNRISD entend contribuer à la réflexion et au débat, en abordant des questions difficiles et controversées qui préoccupent aujourd'hui beaucoup de personnes dans le monde.

Le rapport, qui se nourrit des conclusions des recherches entreprises par l'Institut sur le genre et de plus de 60 études commandées spécialement, centre son analyse sur les réformes économiques et politiques des années 90. Si la plupart de ces réformes ne se sont pas attaquées directement aux inégalités entre hommes et femmes, leurs effets sur ces inégalités ont été cependant examinés de très près. Et quelles que soient leurs intentions, elles ont eu des répercussions importantes et contrastées sur les rapports sociaux entre les sexes et la condition des femmes.

Comme le titre l'indique, il sera très difficile de parvenir à l'égalité et à la justice entre les sexes dans un monde dans lequel les inégalités se creusent sans cesse. Le rapport avance des arguments de poids pour expliquer pourquoi l'égalité des sexes doit être placée au cœur des efforts tendant à réorienter le développement. En fait, elle est essentielle si l'on veut relever certains des grands défis de notre époque—la croissance économique et la transformation des structures, l'égalité et la protection sociale, et la démocratisation.



Table des matières

Vue d'ensemble

Chapitre 1 Après Beijing: Des progrès inégaux dans un monde d'inégalités

Section 1 Macroéconomie, bien-être et égalité des sexes

Chapitre 2 La libéralisation et la déréglementation favorisent-elles l'égalité des sexes?

Chapitre 3 Libéralisation, marchés du travail et acquis des femmes: un bilan contrasté

Chapitre 4 Consolider les acquis des femmes: Diversifier les moyens d'action

Section 2 Femmes, travail et politique sociale

Chapitre 5 Féminisation de la main-d'œuvre et informalisation de l'emploi

Chapitre 6 Le changement des conditions de vie dans les campagnes

Chapitre 7 Migrations transfrontières des travailleurs

Chapitre 8 La recherche d'un nouveau modèle de politique sociale

Section 3 Les femmes en politique et dans la vie publique

Chapitre 9 Les femmes dans la fonction publique: Une progression constante

Chapitre 10 Quand les femmes se mobilisent pour remodeler la démocratie

Chapitre 11 Genre et "bonne gouvernance"

Chapitre 12 Décentralisation et égalité entre les sexes

Section 4 Genre, conflits armés et recherche de la paix

Chapitre 13 L'impact des conflits sur les femmes

Chapitre 14 L'après-conflit: Les femmes, la consolidation de la paix et le développement

COMMENT COMMANDER

Ce rapport n'est encore disponible que dans sa version originale anglaise *Gender Equality: Striving for Justice in an Unequal World*

Broché, ISBN 92-9085-052-3, 336 pages, 2005, \$32 pour les lecteurs du Nord / \$16 les lecteurs du Sud • S'adresser à la Section des ventes et marketing, Publications des Nations Unies, Bureau E-4, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse; fax 41 (0)22 9170027, unpubli@unog.ch

Documents spéciaux

\$12 pour les lecteurs du Nord / \$6 pour les lecteurs du Sud • S'adresser au Centre de référence de l'UNRISD, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse; téléphone 41 (0)22 9173020, fax 41 (0)22 9170650, info@unrisd.org, www.unrisd.org/publications

Le rapport et les documents spéciaux sont disponibles gratuitement en ligne sur le site www.unrisd.org/research/gender/report.

Nouvelle série de documents spéciaux de l'UNRISD

Certains documents d'information sont publiés dans la série des Documents spéciaux de l'UNRISD. Les quatre premiers sont actuellement disponibles.

- OPGP 1 **The Feminization of Agriculture? Economic Restructuring in Rural Latin America**, *Carmen Diana Deere*, février 2005
- OPGP 2 **Livelihood Struggles and Market Reform: (Un)making Chinese Labour after State Socialism**, *Ching Kwan Lee*, février 2005
- OPGP 3 **Women at Work: The Status of Women in the Labour Markets of the Czech Republic, Hungary and Poland**, *Éva Fodor*, février 2005
- OPGP 4 **The Politics of Gender and Reconstruction in Afghanistan**, *Deniz Kandiyoti*, février 2005

Réunion consultative sur les recherches futures de l'UNRISD

22-23 novembre 2004, Genève

L'UNRISD s'est donné un an pour élaborer un nouveau programme de recherche pour la période 2005-2009. Il a voulu consulter largement les chercheurs spécialistes du développement pour déterminer les principales préoccupations et les questions prioritaires et veiller à ce que sa réflexion soit en phase avec les points de vue nationaux et régionaux sur l'évolution du développement contemporain et les politiques en la matière.

La réunion consultative de deux jours qui s'est tenue à Genève s'inscrit dans ce processus. Vingt-cinq spécialistes en sciences sociales d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, d'Europe et du Moyen-Orient y participaient. Ils ont fait part de leurs réactions à plusieurs idées de recherche avancées par l'UNRISD et ont étudié les moyens qui

Il y a un certain nombre de préoccupations communes, liées par exemple aux effets pervers de la libéralisation économique et des conditions fixées par les donateurs sur la société et le développement, à l'affaiblissement des centres du Sud traditionnellement voués à l'enseignement supérieur et à la recherche pour le développement et à la marginalisation de la pensée conceptuelle et critique.

permettraient à l'Institut de resserrer ses liens avec les réseaux et instituts de recherche, en particulier de pays en développement.

Parmi les participants, il y avait des représentants de réseaux régionaux—le Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique (CODESRIA), l'Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement (EADI) et le Conseil latinoaméricain de sciences sociales (CLACSO). Des universitaires d'Afrique du Sud, du Ghana, du Liban, du Pérou, de Suisse et de Thaïlande, ainsi que des spécialistes d'institutions des Nations Unies et d'instituts de recherche établis aux Etats-Unis étaient également présents.

Le premier jour, une série d'exposés régionaux a permis de dégager un certain nombre de préoccupations communes, liées par exemple aux effets pervers de la libéralisation économique et des conditions fixées par les donateurs sur la société et le développement, à l'affaiblissement des centres du Sud traditionnellement voués à l'enseignement supérieur et à la recherche pour le développement et à la marginalisation de la pensée conceptuelle et critique là où se répand la "culture de la consultance". Elle a également mis au jour de nouvelles préoccupations relatives à l'après-11 septembre 2001 et à l'hégémonie des Etats-Unis, à leurs répercussions sur l'aide au développement, la démocratisation, les nouveaux mouvements sociaux et les aspects politiques de l'identité.

Le deuxième jour, les participants se sont réunis en petits groupes pour avoir une discussion approfondie sur six séries de questions: la politique sociale; démocratisation et développement social; identités, conflits et cohésion; société civile et mouvements sociaux; genre et développement; entreprises, marchés et régulation. Ces discussions ont servi à approuver ou à critiquer les idées de recherche et à dégager les su-

jets qui pourraient retenir davantage l'attention. Parmi eux figuraient les visions et modèles alternatifs de développement, la citoyenneté mondiale, le rôle de l'Etat dans le développement et le rôle des idées et des institutions dans la construction des systèmes du savoir, dominants et alternatifs. De nouveaux sujets d'étude ont été également proposés, tels que les effets des marchés déréglementés et illégaux sur la société et le développement, et des thèmes sociaux spécifiques liés aux diasporas, au vieillissement et à la traite d'êtres humains.

Une séance a été consacrée aux moyens qui permettraient à l'UNRISD d'établir des relations plus fructueuses avec les milieux internationaux de la recherche, en particulier les institutions et réseaux du Sud. Les participants ont proposé notamment que l'Institut entreprenne des projets en collaboration avec les réseaux régionaux de recherche, encourage le travail conceptuel dans les pays en développement, mobilise plus de ressources pour faire traduire des publications et donne aux chercheurs du Sud plus de chances de passer du temps à l'UNRISD.

L'Institut s'inspire de ces discussions pour réviser la proposition qu'il présentera à son Conseil d'administration en mars 2005 sur son programme de recherches futur.

Mouvements de la société civile mondiale: Dynamique des campagnes internationales et application au plan national

25–26 novembre 2004, Buenos Aires

Début 2004, l'UNRISD a lancé un grand projet de recherche, Mouvements de la société civile mondiale: Dynamique des campagnes internationales et application au plan national, pour examiner les forces et les faiblesses des mouvements et réseaux de la société civile travaillant sur l'allègement de la dette, les règles du commerce international, la fiscalité mondiale, la lutte contre la corruption et le commerce équitable ou l'économie solidaire.

Une étude destinée à évaluer l'état de santé des mouvements de la société civile mondiale dans les contextes nationaux et locaux tiendra une grande place dans ces recherches. A cette fin, des études nationales approfondies sont actuellement menées à bien en Argentine, en Bolivie, aux Philippines, au Sénégal et en Turquie. Ces pays ont une dette publique élevée, souffrent de conditions défavorables dans le commerce international, ont connu de graves crises financières et se heurtent à des problèmes de corruption à la fois dans le secteur privé et le secteur public. Cependant, ils ont été aussi le théâtre d'importantes initiatives de la société civile.

L'atelier de travail de ce projet, co-organisé avec l'Institut du développement économique et social, a réuni le coordonnateur des recherches de l'UNRISD, les chercheurs des divers pays étudiés et d'autres invités. Les chercheurs ont présenté les grandes lignes de leurs travaux et s'est ensuivie une discussion détaillée sur les fondements théoriques du projet, la définition des principales notions et les rapports entre les niveaux d'analyse nationaux et internationaux.

S'agissant des recherches menées au plan national, les participants se sont

entendus sur les objectifs généraux suivants:

- clarifier le sens de l'expression "mouvement social" dans divers contextes nationaux, en faisant apparaître les principaux acteurs impliqués aux niveaux local et national, ainsi que leurs liens avec des mouvements et réseaux régionaux et internationaux;
- examiner les formes de contestation et d'institutionnalisation, notamment les raisons pour lesquelles la population se mobilise davantage sur certaines questions que sur d'autres;

Le projet tirera des conclusions politiques générales sur les répercussions des mouvements sociaux sur le développement, y compris sur les moyens à employer pour favoriser un dialogue et une coopération constructifs entre les mouvements sociaux et les institutions nationales et internationales, les milieux universitaires, les ONG, les médias et d'autres acteurs.

- analyser les effets des mouvements sociaux sur les moyens d'existence locaux, la structure de la société civile, l'opinion publique et les débats nationaux sur le développement; et

- tirer des conclusions politiques générales sur les répercussions des mouvements sociaux sur le développement, y compris sur les moyens à employer pour favoriser un dialogue et une coopération constructifs entre les mouvements sociaux et les institutions nationales et internationales, les milieux universitaires, les ONG, les médias et d'autres acteurs.

Les chercheurs s'attacheront à évaluer si les forces sociales liées aux mouvements retenus sont des acteurs acceptés et viables dans le contexte national et dans quelle mesure elles peuvent exercer une influence sensible sur les politiques.

Pour ce qui est de la méthodologie, les études se servent d'un cadre commun, gage de cohérence, tout en tenant compte de la diversité des cas. Les participants ont décidé d'appliquer à la fois des méthodes quantitatives et qualitatives, d'allier notamment enquêtes, interviews, études de cas et de faire un large usage de la documentation secondaire et des sources primaires. Ils ont également débattu des projets de publication et de diffusion, parmi lesquels figure l'organisation, dans chacun des pays, d'une réunion des parties intéressées—acteurs de la société civile, représentants des ministères concernés, universitaires et journalistes—pour examiner les principales conclusions des recherches.

Le projet Mouvements de la société civile mondiale: Dynamique des campagnes internationales et application au plan national, est financé par un don de la Direction du développement et de la coopération suisse et par le budget général de l'UNRISD.

Les collectivités face au VIH/Sida

2–3 août 2004, Genève

L'UNRISD a organisé cet atelier de travail pour présenter des propositions d'études de cas reçues à la suite d'un appel pour recevoir des documents et pour débattre des grilles d'analyse et des méthodologies à appliquer aux nouveaux travaux qu'il entreprend dans le cadre du projet Les collectivités face au VIH/Sida. Cinq études de cas ont été retenues et financées pour le projet, au Brésil, en Inde, au Kenya, en Ouganda et au Zimbabwe.

Le projet met en lumière et analyse diverses stratégies de survie mises en place par des collectivités confrontées à la pandémie du VIH/Sida. Les différentes façons d'y répondre (individuellement, par ménage ou groupes sociaux), sont actuellement examinées sous l'angle de l'équité et de l'efficacité. Les chercheurs étudient aussi le rôle de la société civile et des organisations de l'Etat et la mesure dans laquelle elles réussissent à soutenir i) les réactions, en particulier des femmes et des adolescentes, aux environnements à risque; ii) les initiatives

prises en réaction aux effets du Sida dans des ménages marginalisés par rapport au reste de l'économie et de la société; et iii) les mécanismes de survie auxquels recourent les collectivités économiquement marginalisées et les ménages d'orphelins.

Le premier domaine de la recherche s'intéresse aux réactions des groupes sociaux confrontés à des environnements à risque pour le VIH, en particulier lorsque l'épidémie se propage. Les investigations portent sur différentes réactions qui amènent les personnes exposées à se regrouper dans des réseaux de plus en plus larges, où tous ont la même perception du risque, et qui suscitent des interventions axées sur les déterminants du VIH présents dans le micro- comme dans le macro-environnement.

Le deuxième volet de la recherche a pour objet le soutien social apporté aux ménages et aux familles en réaction aux effets du Sida, en particulier là où la pandémie continue de s'étendre. On

part de l'hypothèse que la charge du Sida sera plus supportable si les collectivités s'organisent et constituent des réseaux sociaux pour partager les coûts du Sida et pour diriger les ressources et les services sur les familles et ménages vulnérables afin d'alléger les coûts de la prise en charge et de l'aide. Les chercheurs s'attachent à déterminer dans quelle mesure le soutien social s'organise effectivement et quels sont les effets de ces interventions.

Les études de cas sur le Brésil, l'Inde et l'Ouganda reposent sur la collecte de données primaires, tandis que celles qui concernent le Kenya et le Zimbabwe s'appuient sur des données secondaires et une revue de la littérature. Les avant-projets des études sont tous attendus pour le printemps 2005.

Cet atelier de travail et le projet, ainsi que des recherches connexes sur Les aspects politiques et l'économie politique du VIH/Sida, sont financés par le Ministre royal des affaires étrangères de Norvège et par le budget général de l'UNRISD.

MANIFESTATIONS DE L'UNRISD EN 2004

JANVIER

21–22 Rapport d'orientation de l'UNRISD sur le genre et le développement—Atelier de travail des coordonnateurs, Genève

MARS

15–17 L'entrée des soins de santé dans les circuits commerciaux—Conférence internationale, Helsinki

25–27 Composition ethnique, inégalité et gouvernance du secteur public—Conférence internationale, Riga

AVRIL

20–21 Savoir social et élaboration des politiques internationales—Conférence internationale, Genève

22–23 Réunion du Conseil d'administration de l'UNRISD, Genève

JUIN

28–29 Privatisation, commercialisation et accès universel à l'eau—Atelier de travail du projet, Genève

JUILLET

1–2 Rapport d'orientation de l'UNRISD sur le genre et le développement—Réunion du Groupe consultatif, Genève

6 Réforme des politiques et distribution des revenus—Séminaire, Genève

AOUT

2–3 Les collectivités face au VIH/Sida—Atelier de travail du projet, Genève

NOVEMBRE

4 Approches nouvelles de la pauvreté: Mesures et concepts—Séminaire, Genève

22–23 Réunion consultative sur les recherches futures de l'UNRISD, Genève

25–26 Mouvements de la société civile mondiale—Atelier de travail du projet, Buenos Aires

Inégalité, croissance et pauvreté

6 juillet 2004, Genève

L'UNRISD a invité Giovanni Andrea Cornia (professeur d'économie à l'Université de Florence, Italie) à présenter les principales conclusions de ses récents travaux sur l'évolution de l'inégalité à l'intérieur des pays. Cette recherche a été publiée dans *Inequality, Growth and Poverty in an Era of Liberalization and Globalization*, paru sous sa direction dans la série des WIDER Studies in Development Economics, Oxford University Press, 2004.

Giovanni Andrea Cornia remet en question plusieurs postulats du consensus de Washington, en particulier l'idée que la libéralisation, la privatisation et la fourniture par le marché de biens publics, ainsi que la stabilité macroéconomique, vont faire reculer les comportements mus par la cupidité, améliorer la concurrence, ouvrir des débouchés commerciaux aux pays en développement et favoriser une convergence des niveaux de vie entre pays pauvres et pays plus développés.

Il fonde ses arguments sur les données présentées dans le volume précité, qui résultent de la première évaluation empirique du rapport entre les politiques

allant dans le sens de la libéralisation et de la mondialisation et les inégalités des revenus. Voici quelques-unes de ses conclusions:

- Les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques présentaient des taux d'inégalité élevés juste après la Seconde Guerre mondiale. Ces taux ont été par la suite réduits grâce à l'amélioration de l'emploi et des normes de sécurité sociale et à la stabilité des salaires.
- L'inégalité en Chine a suivi après la guerre une évolution en forme de U. Les politiques sociales et agricoles des années 50 et 60 ont favorisé une croissance égalitaire, tandis que les réformes du marché de l'agriculture auxquelles elle a procédé dans les années 70 et 80 ont abouti à des disparités de revenus et creusé les inégalités entre les villes et les campagnes.
- En Afrique, les inégalités suivent traditionnellement la fracture villes-campagnes, que les politiques d'ajustement des années 80 visaient

à réduire. Il ressort des conclusions des recherches que si l'écart entre les revenus des citadins et ceux des ruraux s'est atténué au fil des ans, l'inégalité s'est creusée, à l'intérieur des zones rurales comme des zones urbaines.

Les recherches de Giovanni Andrea Cornia montrent que, si les causes traditionnelles de l'inégalité—accès à l'éducation, à la terre et aux ressources naturelles plus une tendance à privilégier les villes par rapport aux campagnes—comptent toujours, de nouvelles causes prennent de plus en plus d'importance. Ce peut être des facteurs endogènes, tels que la technologie et une main-d'œuvre qualifiée, et des facteurs politiques, tels que la libéralisation du commerce. G.A.Cornia conclut que les causes anciennes d'inégalités sont à combattre par la réforme agraire, une réforme de la fiscalité et des investissements ciblés dans les régions les plus démunies, et les causes récentes par des politiques macroéconomiques qui aident les pauvres en réduisant au minimum l'instabilité de la production et les effets de la récession économique.

Approches nouvelles de la pauvreté: Mesures et concepts

4 novembre 2004, Genève

La réduction de la pauvreté est en tête de l'ordre du jour international. Mais si diverses politiques et stratégies ont été proposées pour faire reculer la pauvreté, tels que les Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) et les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), la notion de pauvreté elle-même n'est pas toujours clairement définie dans le discours du développement. En conséquence, les méthodes appliquées pour la mesurer sont parfois imprécises, et ce flou peut entraver les efforts déployés pour la faire reculer.

Lors de ce séminaire public organisé par l'UNRISD, deux éminents spécialistes dans ce domaine, Stein Ringen (professeur de sociologie et de politique sociale et chargé de recherches au Green

College, Université d'Oxford) et José Figueiredo (économiste en chef, secteur de la protection sociale à l'Organisation internationale du Travail, OIT) ont passé en revue les débats actuels sur la pauvreté et parlé des recherches nouvelles consacrées au concept et à la quantification de la pauvreté.

Dans son exposé, Stein Ringen a affirmé le caractère inacceptable de la pauvreté comme problème moral. Il a fait valoir que, pour l'aborder de façon efficace, il fallait à nouveau soumettre le sens même de la pauvreté et sa quantification à de sérieuses investigations. Au lieu de l'aborder sous l'angle des revenus, il a proposé une approche susceptible de mieux traduire la réalité de la pauvreté dans les rapports sur l'état de la société. Il a aussi

élaboré une "matrice de la pauvreté", qui montre diverses dimensions de la pauvreté dans la vie réelle.

José Figueiredo a présenté le nouveau concept de sécurité économique employé par l'OIT, et a traité de l'Indicateur de sécurité économique (ISE), qui a été calculé pour plus de 90 pays représentant plus de 85 % de la population mondiale. Le concept repose sur sept formes de sécurité liée au travail, notamment les revenus, les marchés du travail, l'emploi, les qualifications, les postes et la représentation. Selon les résultats de l'OIT, la sécurité économique, alliée à la démocratie et à des dépenses publiques de sécurité sociale, n'est pas seulement bonne pour la croissance mais peut aussi favoriser la stabilité sociale.

Commercialisation, privatisation et accès universel à l'eau

28–29 juin 2004, Genève

Cet atelier de travail a réuni des chercheurs participant au projet de l'UNRISD Commercialisation, privatisation et accès universel à l'eau. Ce fut l'occasion de présenter la version préliminaire des études de cas nationales, effectuées en Afrique du Sud, en Argentine, en Bolivie, au Chili, en Finlande, en Inde et aux Philippines, de faire des commentaires, de débattre des conclusions et de tirer les conséquences politiques qui se dégagent de ces recherches.

A travers ce projet, l'UNRISD s'intéresse particulièrement aux résultats des programmes de privatisation et de commercialisation qui ont eu pour effet de confier les services de l'eau non plus au secteur public, mais à une société multinationale, un partenariat public-privé ou un prestataire de services local. En théorie, ces programmes doivent tirer profit des mécanismes du marché, par le biais du recouvrement des coûts et de la fourniture de l'eau "au meilleur prix". Le recouvrement des coûts rapporte des ressources supplémentaires et dote la société

de moyens qui lui permettent de poursuivre et d'étendre ses activités.

Mais, selon leur nature, les régimes de prestation de services ont des effets différents sur les membres les plus vulnérables de la société, en particulier dans les pays où une forte proportion de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, autrement dit, n'a guère les moyens de payer, et/ou dans des zones périphériques où les services de base sont peu accessibles ou difficiles d'accès.

Les cas illustrent une vaste gamme de régimes différents de prestation de services, qui va du désengagement complet de l'Etat (Chili), à l'octroi de concessions (Buenos Aires, Argentine; Cochabamba et La Paz, Bolivie; Manille, Philippines), en passant par la constitution de sociétés privées (Johannesburg, Afrique du Sud) et par des mesures novatrices prises par des sociétés municipales (Maharashtra, Inde). Le cas de la Finlande amène à étudier des formes plus "douces" de recours au secteur privé. Toutes les étu-

des de cas considèrent l'eau et les institutions qui la contrôlent comme des biens publics, reconnaissent que l'infrastructure demande un gros investissement initial et coûte cher en entretien, et tiennent compte de l'existence de facteurs extérieurs au marché et de l'absence générale de concurrence dans la fourniture des services de l'eau.

A partir de là, elles font valoir de manière convaincante l'importance d'institutions et de politiques d'encadrement et la nécessité de lier la privatisation/commercialisation des services de l'eau au comportement d'autres marchés (tels que les marchés financiers) et de prendre également en considération les problèmes de gouvernance et les incitations au respect des contrats.

Lorsqu'elles auront été révisées et relues par des spécialistes, les études choisies paraîtront dans la série des Documents de programme de l'UNRISD. Il est également prévu de les publier sous la forme d'un ouvrage collectif remanié.

L'atelier de travail et le projet sont financés par le budget général de l'Institut.

Les défis de l'égalité et de la différence

SUITE DE LA PAGE 24

qu'en reconnaissant en même temps la diversité humaine et le droit de porter sur la scène publique son identité et son mode de vie propres. Ainsi, lorsqu'ils revendiquent l'intégration et l'égalité, les groupes naguère dominés et opprimés, surtout s'ils commencent à avoir une audience et gagnent en pouvoir, demandent aussi la reconnaissance de leurs différentes identités, de leurs points de vue, de ce qu'ils ont d'unique, et ces revendications tiennent au "droit à la différence".

On peut interpréter les luttes des 30 dernières années avec des lunettes spéciales, en se demandant de quelles manières ce paradoxe et les dilemmes et tensions profondément ancrés entre les principes d'égalité et le droit à la diffé-

rence se sont manifestés dans l'action sociale et politique. Face à ce dilemme récurrent, il faudra forcément à l'avenir faire des choix politiques et prendre des décisions, en le réglant, au mieux, par des "solutions" partielles et précaires.

Les systèmes de croyances (et les systèmes institutionnels) qui nient l'égalité fondamentale des êtres humains se sont répandus au cours des décennies passées et peut-être est-ce là le grand problème de notre temps. Dans ces conditions, le fait de réclamer le droit à la différence et au pluralisme culturel peut déboucher sur des pratiques qui violent l'intégrité humaine. Mais cela va plus loin encore. Ces systèmes de croyances et systèmes institutionnels présentent un risque majeur, celui

de chercher à affirmer que tel mode de vie est le seul juste et de justifier ainsi l'oppression ou la destruction des autres, qui ont forcément tort.

Il y a beaucoup en jeu lorsqu'on franchit la ligne entre pluralisme et intégrisme, et cela peut se produire lorsque l'affirmation de sa propre supériorité l'emporte sur la recherche de l'égalité fondamentale des êtres humains et y fait obstacle. Voilà, en termes abstraits mais simples, où peut se situer l'amorce d'un programme politique futur.

Elizabeth Jelin est professeur à l'Institut de la recherche sociale de l'Université de Buenos Aires, et chargée de recherche principale au Conseil national de la recherche scientifique (CONICET), Argentine. Elle est également membre du Conseil d'administration de l'UNRISD.

Macroéconomie et politique sociale

Au cours des 20 dernières années, le progrès, mesuré par les indicateurs les plus détaillés du bien-être humain, s'est ralenti, s'est limité à quelques secteurs et a été plus inégalement réparti. Cette situation place les responsables politiques et les chercheurs devant deux grands défis. Le premier consiste à définir des politiques sociales qui améliorent les conditions d'existence tout en favorisant la croissance économique et le second tient à des politiques économiques qui aboutissent simultanément à la croissance et au progrès social ou à une macroéconomie favorable aux pauvres.

Ce projet de l'UNRISD, Macroéconomie et politique sociale, relève le second défi, en étudiant en particulier deux caractéristiques macroéconomiques qui ont fait leur apparition depuis les années 80. La première est l'instabilité croissante de l'économie financière mondiale, qui est marquée par des crises financières plus fréquentes, une croissance plus volatile et une

Dans une économie mondiale de plus en plus instable, la première tâche d'une macroéconomie favorable aux pauvres est d'adopter des politiques propres à réduire l'instabilité et le risque de chocs macroéconomiques.

répartition asymétrique des bienfaits et des coûts de la mondialisation financière. La deuxième implique un rétrécissement de la marge de manœuvre politique au niveau national dans une économie ouverte, lequel place les responsables politiques devant de graves dilemmes lorsqu'ils doivent combattre la pauvreté et l'inégalité.

Dans une économie mondiale de plus en plus instable, la première tâche d'une macroéconomie favorable aux pauvres est d'adopter des politiques propres à réduire l'instabilité et le risque de chocs macroéconomiques. Les recherches menées portent donc sur i) la maîtrise et l'utilisation des entrées de capitaux, ii) l'établissement des caractéristiques que devrait présenter dans l'idéal un régime de taux de change favorable aux pauvres et iii) les éléments d'un mécanisme mondial d'assurance qui entrerait en fonction lors de chocs provenant de l'économie mondiale.

Dès qu'un pays a été touché, la stabilisation est nécessaire et bénéfique, y compris pour les pauvres. C'est ainsi que le projet explore les questions suivantes:

- *Les effets sur la distribution et la pauvreté d'une stabilisation fondée sur une dévaluation par rapport à ceux d'une stabilisation de type monétaire/budgétaire dans différents pays en développement.* La première maintient l'emploi en général tout en réduisant les salaires réels de tous, alors que la deuxième tend à affecter les perspectives d'emploi de certains.
- *Le choix optimal des objectifs de la stabilisation (généralement la réduction de l'inflation et du déficit budgétaire) et le rythme de l'ajustement.*
- *La nature des filets de sécurité nationaux (permanents et temporaires) compatibles avec les nouvelles caractéristiques macroéconomiques.* La rationalité économique et sociale veut que les dépenses publiques rentables et favorables aux pauvres soient préservées ou même accélérées en temps de crise. Le projet s'emploie à déterminer quelles conditions et coalitions politiques ont facilité l'adoption de mesures

efficaces de réduction des dépenses et de réaffectation dans certains pays mais pas dans d'autres.

- *Allègement de la dette, flexibilité budgétaire et déficit public.* Les pays frappés par des chocs externes ou en proie à des crises prolongées essaient souvent de réduire le déficit public, en gelant,

La rationalité économique et sociale veut que les dépenses publiques rentables et favorables aux pauvres soient préservées ou même accélérées en temps de crise.

réduisant ou annulant le service d'une partie de la dette. Le projet analyse les avantages budgétaires et les répercussions sur les pauvres de ces différentes approches, et envisage des solutions de rechange telles que les suspensions automatiques et sans frais du service de la dette et la flexibilité budgétaire.

Des documents thématiques analysant les politiques propres à prévenir et à atténuer les chocs macroéconomiques ont été commandés, de même que des études de cas au Brésil, au Chili, en Chine, en Inde, en Malaisie, à Maurice et en Ouzbékistan, qui portent sur les choix politiques et leurs effets sur la pauvreté. Un atelier de travail aura lieu en février 2005 à Florence, Italie, où seront présentées et débattues les versions préliminaires de ces études.

Cette recherche fait partie d'un ensemble de projets sur La politique sociale dans un contexte de développement, qui est financé par l'Agence suédoise d'aide au développement international (Sida), le Département du Royaume-Uni pour le développement international (DFID) et le budget général de l'UNRISD.

Démocratisation et politique sociale

Ce projet, pour lequel des recherches ont été commandées dès mars 2004, porte sur la complexité des liens de complémentarité existant entre politique sociale et démocratie et comment ils peuvent se renforcer. Même si l'on a vu des régimes autoritaires poursuivre des politiques sociales très complètes, les tendances actuelles de la démocratisation dans le monde laissent à penser que, dans de nombreux pays, le développement économique et social passe par des institutions et processus qui sont au moins démocratiques par la forme. Pourtant, avec la mondialisation et la généralisation des prescriptions néolibérales, on peut se demander si les nouvelles démocraties peuvent mener des politiques sociales qui améliorent les conditions d'existence de la majorité de leurs citoyens. Pour mieux comprendre ces rapports dans les démocraties établies ou relativement stables, le projet examine les cas du Botswana, de l'Inde, de la Jamaïque et du Japon, ainsi que de l'Europe et de l'Amérique latine.

La démocratisation donne aux citoyens des possibilités de participer à l'élaboration des politiques et oblige les décideurs à faire renouveler périodique-

Avec la mondialisation et la généralisation des prescriptions néolibérales, on peut se demander si les nouvelles démocraties peuvent mener des politiques sociales qui améliorent les conditions d'existence de la majorité de leurs citoyens.

ment leur mandat: c'est l'un de ses principaux attributs. Il est possible, en vertu de cette dynamique, que la politique

sociale soit en tête des préférences des électeurs et des responsables politiques. Cependant, le vote n'est pas toujours un instrument propre à obliger les responsables politiques à rendre des comptes et la politique sociale peut rivaliser avec d'autres priorités lorsque les citoyens se rendent aux urnes. Ce projet examine dans quelle mesure individus, groupes d'intérêt et partis politiques se sont servis du vote pour promouvoir un programme de politique sociale dans diverses démocraties; le développement de groupes de sensibilisation et coalitions comme moyen d'imposer des réformes en matière d'aide sociale ou des politiques dans ce domaine; et les mécanismes institutionnels ou pactes sociaux qui se sont formés autour de questions de politique sociale dans divers contextes démocratiques. Pour apprécier l'étendue de la protection sociale et comprendre les raisons pour lesquelles certains types de politique sociale l'ont emporté sur d'autres, il analyse la structure et l'évolution des économies nationales et des marchés du travail. Trois catégories de politiques sociales retiennent particulièrement l'attention: la sécurité sociale, y compris les compléments de revenus et les retraites; les services sociaux et les subventions.

Le projet étudie aussi la façon dont la politique sociale a servi à consolider ou à améliorer la qualité des institutions démocratiques. La consolidation de la démocratie passe par des changements de comportement et d'attitude, qui montrent que les citoyens sont attachés aux valeurs et aux méthodes démocratiques dans le règlement des différends, même en cas de crise grave. Les facteurs qui contribuent à cette consolidation sont notamment la qualité de la société civile, le degré de consensus parmi les élites sur les règles de la contestation et de l'alternance, et le développement d'une administration efficace et de la légalité. Cependant, il n'est pas facile de distinguer les effets de la protection sociale sur la consolida-

tion de la démocratie de ceux d'autres facteurs tels que les revenus, l'emploi et la croissance économique.

Les conclusions des recherches devraient corroborer les principales hypothèses du projet: la politique sociale qui améliore la sécurité de la majorité des citoyens renforce la solidarité sociale (pierre an-

La politique sociale qui améliore la sécurité de la majorité des citoyens renforce la solidarité sociale (pierre angulaire de la citoyenneté), offre aux groupes défavorisés des mécanismes non violents qui leur permettent d'exprimer leurs revendications de changement, affaiblit les relations sociales de type clientéliste et accroît la capacité des citoyens à participer à la vie publique en qualité d'acteurs autonomes.

gulaire de la citoyenneté), offre aux groupes défavorisés des mécanismes non violents qui leur permettent d'exprimer leurs revendications de changement, affaiblit les relations sociales de type clientéliste et accroît la capacité des citoyens à participer à la vie publique en qualité d'acteurs autonomes. Autrement dit, la politique sociale peut influencer le système politique et la démocratie par le biais de la cohésion sociale.

Cette recherche fait partie d'un ensemble de projets sur La politique sociale dans un contexte de développement, qui est financé par l'Agence suédoise d'aide au développement international (Sida), le Département du Royaume-Uni pour le développement international (DFID) et le budget général de l'UNRISD.

L'UNRISD dans le cyberspace

Six publications de l'UNRISD sur la responsabilité sociale des entreprises ont été publiées sur le site Web du Business and Human Rights Resource Centre, organisation internationale indépendante à but non lucratif, qui travaille en partenariat avec Amnesty International et d'éminents instituts universitaires. www.business-humanrights.org

L'Observatoire des Usages d'Internet (OUI) a affiché le résumé de *Les Emigrés sénégalais et les nouvelles technologies de l'information et de la communication*, de Serigne Mansour Tall (PP TBS 7, UNRISD, mai 2003). OUI est une association qui étudie les utilisations sociales de l'Internet et diffuse des informations sur ce sujet. www.oui.net

Les publications de l'UNRISD sur la responsabilité sociale des entreprises sont également disponibles sur un site Web d'information sur les normes sociales, créé dans le cadre d'un projet de partenariat public-privé qui vise à instituer un système pour le contrôle et la modernisation des fournisseurs de 11 pays, fondé sur le code de conduite international SA8000 (Social Accountability Standard). www.social-standards.info

Gender Justice, Development and Rights, publié sous la direction de Maxine Molyneux et de Shahra Razavi (UNRISD et Oxford University Press, 2002) a été choisi pour figurer sur le site Web Oxford Scholarship Online, qui favorise la publication en ligne d'ouvrages d'universitaires et de chercheurs touchant aux sciences humaines et aux sciences sociales. Le site s'est

ouvert en 2003 avec 750 livres de quatre disciplines—sciences politiques, philosophie, économie/finances et religion. www.oxfordscholarship.com

Forced Migration Online, créé par le Centre d'études sur les réfugiés de l'Université d'Oxford, a retenu au fil des ans plusieurs publications de l'UNRISD. Ce site s'est enrichi récemment de l'essai de Michael Cernea "Bridging the research divide: Studying refugees and development oustees", le chapitre 21 de *In Search of Cool Ground: War, Flight and Homecoming in Northeast Africa*, publié sous la direction de Tim Allen (UNRISD et James Currey, 1996). Forced Migration Online est un portail universitaire d'accès libre, à but non lucratif. www.forcedmigration.org

L'UNRISD dans les médias

Un article du *Financial Times* intitulé "Companies pressed to adopt higher standards", de la journaliste Vanessa Houlder, cite *The Greening of Business in Developing Countries*, publié sous la direction de Peter Utting (UNRISD et Zed Books, 2002), et note que l'UNRISD, comme d'autres organisations et universitaires, reste critique à l'égard des initiatives volontaires prises par des entreprises commerciales pour protéger l'environnement. Cet article est paru dans le numéro du 16 octobre 2003. www.ft.com

Le *Baltic Times*, hebdomadaire qui couvre l'actualité politique et économique en Estonie, en Lettonie et en Lituanie, a publié des extraits de l'étude comparative utilisée comme document préparatoire pour la conférence internationale de

l'UNRISD sur le thème Composition ethnique, inégalité et gouvernance du secteur public (25–27 mars 2004, Riga, Lettonie). www.baltictimes.com

"Good governance: The itinerary of an idea", de Thandika Mkandawire, a paru dans *D+C Development and Cooperation* (Vol. 31, No. 10, 2004). Le Directeur de l'UNRISD écrit: "A l'origine, l'expression de "bonne gouvernance" ne se résumait pas à une responsabilité politique axée sur la performance du marché. Les universitaires africains, qui ont été les premiers à l'employer, réclamaient des relations plus équitables entre l'Etat et la société. Pour eux, démocratie et intégration sociale en étaient des éléments clés." www.inwent.org/E+Z/content/heft-eng/tribune_art1.html

L'UNRISD et la formation

La contribution de Darshini Mahadevia, "Sustainable urban development in India: An inclusive perspective", chapitre deux du nouveau volume publié sous la direction de David Westendorff, *From Unsustainable to Inclusive Cities* (UNRISD, 2004), fait partie de *Introduction to Infrastructure Policies*, ouvrage de référence professionnel publié par l'Institute of Chartered Financial Analysts of India.

Dans son initiative pour l'apprentissage des droits de la communication en ligne, l'Association mondiale pour la communication chrétienne—Amérique latine se sert de *Communicating in the Information Society*, l'ouvrage publié sous la direction de Bruce Girard et Seán Ó Siochrú (UNRISD, 2003).

Le personnel participe au rayonnement de l'UNRISD

Yusuf Bangura

— a été membre du Conseil d'experts du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, qui a retenu un certain nombre de documents sur "les pratiques de bonne gouvernance pour la promotion des droits de l'homme" pour une conférence internationale en République de Corée.

— a présidé une séance consacrée au conflit et au rétablissement lors d'une conférence de l'UNU/WIDER tenue à Helsinki, Finlande, sur le thème "Making Peace Work".

Nicolas Bovay

— a écrit et prononcé une allocution sur les femmes et les droits de la personne à la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme (ONU) à Genève, Suisse.

Kléber B. Ghimire

— a donné un séminaire sur le thème de "la jeunesse rurale, l'avenir de l'agriculture et la mobilisation sociale" à l'Institut des études sociales de La Haye, Pays-Bas.

— fait un exposé sur "les mouvements de la société civile et la question du marché" à la Faculté d'économie de l'Université d'Urbino, Italie.

Huck-ju Kwon

— a donné un séminaire sur "La politique sociale dans un contexte de développement" à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), à Genève, Suisse.

— a donné un séminaire sur "La transformation de l'Etat providence développemental en Asie orientale" à l'Institut des sciences sociales appliquées de l'Université de Birmingham, Royaume-Uni.

Thandika Mkandawire

— a écrit "Disempowering new democracies and the persistence of

poverty", dans l'ouvrage publié sous la direction de Max Spoor, *Globalization, Poverty and Conflict: A Critical 'Development' Reader*, (Kluwer Academic Publishers/Springer-Verlag, 2004).

— a présenté son document, "Africa in the 21st century: Integration and renaissance", à la Première Conférence d'intellectuels d'Afrique et de la diaspora, organisée par l'Union africaine à Dakar, Sénégal.

Shahra Razavi

— a présenté son document, "Gender and the silences of contemporary social policy debates" à l'atelier de travail de IDEAs, de la CEPALC, de la Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO) et de l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM), tenu à Mexico sur le thème des obstacles au développement et des solutions de rechange stratégiques dans la conjoncture actuelle.

— a été arbitre externe pour *Taking Action: Achieving Gender Equality and the Empowerment of Women*, le rapport final de l'Equipe du Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies sur l'éducation et l'égalité entre les sexes.

Cecilia Ugaz

— a présidé une séance d'un séminaire de formation pour diplomates péruviens en poste en Europe, consacré à la promotion des investissements et organisé par la CNUCED et le Ministère des affaires étrangères du Pérou à Genève, Suisse.

Peter Utting

— a écrit "New approaches to TNC regulation: The potential and limits of multistakeholder initiatives", paru en allemand sous le titre "Neue Ansätze zur Regulierung Transnationaler Unternehmen: Potenzial und Grenzen von *Multistakeholder-Initiativen*", dans l'ouvrage publié sous la direction de Tanja Brühl et al., *Unternehmen in der Weltpolitik: Politiknetzwerke, Unternehmensregeln und die Zukunft des Multilateralismus* (Dietz Publishers, 2004).

— a présenté son document, "Learning from networks", lors d'un atelier de planification tenu à Bossey, Suisse, en vue de la création de Globethicsnet.

UNRISD INFOS

Le Bulletin de l'Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social

L'UNRISD est une institution autonome qui entreprend des recherches multi-disciplinaires sur les dimensions sociales de problèmes contemporains du développement. L'Institut est guidé dans son travail par la conviction qu'il est indispensable de bien comprendre le contexte social et politique pour définir des politiques efficaces de développement. L'Institut tente donc de donner aux gouvernements, aux organismes de développement, aux organisations de base et aux universitaires, les moyens de mieux comprendre comment les processus et les politiques de développement affectent divers groupes sociaux. Travaillant par l'intermédiaire d'un vaste réseau de centres nationaux de recherche, l'UNRISD vise à encourager une recherche originale et à renforcer la capacité de recherche des pays en développement.

L'UNRISD remercie les principaux donateurs à son budget général—le Danemark, la Finlande, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse—du soutien qu'ils apportent à ses activités.

UNRISD

Palais des Nations
1211 Genève 10, Suisse
info@unrisd.org; www.unrisd.org

Editrice: Jenifer Freedman
Editrice adjointe: Suroor Alikhan
Traduction de l'anglais: Martine Cullot
Correction d'épreuves:
Véronique Martinez

Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles du/des auteur(s). Leur publication ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'UNRISD.



Imprimé sur papier recyclé.

Les défis de l'égalité et de la différence

Elizabeth Jelin

Les anniversaires sont toujours l'occasion de faire le point, de rappeler des souvenirs, de réfléchir à ce qu'il est advenu des aspirations et des projets. L'avenir que nous espérons dans le passé est maintenant le présent. Ce sont également des moments où l'on se ressource et nourrit de nouvelles ambitions pour un "futur" futur.

Dix ans se sont écoulés depuis la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing, 20 ans depuis la conférence de Nairobi, 30 ans depuis celle de Mexico. Avec le temps, ces conférences mondiales et autres sommets (sur l'environnement, les droits de l'homme, la population, le développement social, le racisme etc.) apparaissent comme des lieux de débat importants, où se sont affrontées des visions du monde différentes sur l'égalité et la justice; où des plans ont été élaborés pour réparer des injustices passées, où des ponts ont été jetés, et conclus des alliances et des partenariats entre acteurs désireux de traduire dans les faits des stratégies et des aspirations communes à un monde meilleur—un monde où les inégalités iraient en s'atténuant, où il y aurait moins de pauvres, où l'environnement serait moins dégradé et l'oppression moins forte.

Pendant ces années, on a pris conscience de la nécessité de mener à bien des recherches rigoureuses, sociales, politiques, culturelles et économiques, sur les questions des inégalités, de l'évolution historique des rapports sociaux entre les sexes, sur les changements de cap de la politique économique mondiale, sur les effets différenciés de ces grands processus sociaux (y compris la violence et la guerre) sur les femmes et sur diverses populations dominées. *Egalité des sexes: En quête de justice dans un monde d'inégalités*, le rapport établi par l'UNRISD pour le dixième anniversaire de la conférence de Beijing, permet d'accéder à une compréhension plus profonde de ces évolutions dans le monde d'aujourd'hui, et témoigne de tout ce que les résultats de recherches sérieuses peuvent apporter aux débats politiques.

S'agissant des droits des femmes dans le monde contemporain, le premier acte public s'est déroulé en 1975. Cette année-là, proclamée Année internationale de la femme par les Nations Unies, s'est tenue à Mexico la première conférence de l'ONU sur les femmes, où les délégués des gouvernements devaient débattre des questions relatives à la "promotion" de la femme. En dehors de la conférence officielle, cependant, un autre événement s'est produit: divers mouvements et collectifs féminins se sont réunis pour exprimer leurs espoirs et leurs vœux, exiger que les femmes aient voix au chapitre et puissent décider de leur sort plutôt que de laisser d'autres personnes bien intentionnées déci-

der pour elles. Beaucoup de représentants de gouvernements et de fonctionnaires internationaux ont sans doute jugé scandaleuses de telles revendications.

Beaucoup de choses ont changé dans le monde au cours de ces 30 dernières années. La présence de femmes, lorsque les décisions portent sur des objectifs et des politiques pour les femmes, est devenue habituelle, elle fait partie maintenant des choses acceptées et légitimes. Les mécanismes géopolitiques internationaux alors en place se sont modifiés et, souvent, se sont totalement effondrés. De nouvelles ententes régionales ont fait leur apparition. En économie, la restructuration néolibérale et les réformes des marchés se sont imposées, ce qui a eu pour effet—on le reconnaît aujourd'hui—de creuser les écarts et les inégalités de toutes sortes. On a vu aussi, au cours des dernières décennies, des mouvements de démocratisation appeler de leurs vœux un élargissement de la citoyenneté et l'autonomisation de divers acteurs sociaux. De fait, les exclus et les "sans-voix" formulent de plus en plus leurs revendications en termes de droits, d'accession au pouvoir et de participation.

Jamais le processus n'a été linéaire et aisé. Il a résidé notamment dans une convergence entre le paradigme des droits de l'homme—qui évolue toujours mais a pris de l'importance vers la fin des années 70 et le début des années 80, en partie en réaction aux régimes dictatoriaux d'Amérique latine qui ont suscité un mouvement de solidarité internationale—et l'intérêt porté au sort de catégories importantes de la population mondiale qui, pour des raisons historiques ou structurelles, étaient placées dans une position de dominées: les femmes dans toutes les sociétés, les populations autochtones et les "minorités", définies en termes ethniques et raciaux. La pensée féministe et le mouvement féministe ont joué un rôle majeur dans ce changement de paradigme.

L'initiation de groupes opprimés, dominés et victimes de ségrégation au discours et aux idées des droits de l'homme a entraîné de grands débats et conflits d'idées et d'idéaux, débats qui restent, à ce jour et dans le monde entier, l'objet de dilemmes et de batailles politiques.

Ce processus a quelque chose de profondément paradoxal. La reconnaissance du "droit d'avoir des droits" comme droit fondamental de la personne, implique que soit acceptée l'égalité fondamentale dans la condition humaine. Elle fixe donc un but à l'humanité, celui de travailler à l'égalité ultime de tous les êtres humains vivant dans le monde. Pourtant, qui fixe la norme de l'égalité à atteindre? Les puissants d'hier et d'aujourd'hui? On n'y parviendra

► PAGE 19